

n° 373- Septembre-Octobre 2024

imag

Le magazine de l'interculturel



Rif

Reportage photo
**Fatoum,
du Rif aux salles
de concert bruxelloises**

Panoramique

Dans les services sociaux et de santé

GROSSE FATIGUE

Dédicace aux podcasts

On m'a dit que je devais bosser

Encadrés par Anne et Rémi,
Elena, Halima, Ilyas, Joëlle, Louise, Mara, Olivier, Sophie et Zoé
ont écrit, enregistré et monté 3 épisodes entre 10 et 15 minutes,
sur le thème du travail forcé.

3 histoires prenantes, subjectives à souhait, techniquement optimales
sur les travailleurs et travailleuses d'ailleurs ;
sur le burnout ;
sur les obligations scolaires.

Couronnement d'un atelier d'écriture et de réalisation de podcasts
du service d'éducation permanente du musée La Fonderie à Molenbeek.

On vous dit que vous devriez les écouter.



EDITO

Coordinatrice du CRAcs, Centre régional d'appui à la cohésion sociale Valeria LUCERA

Sois-jeune et lève-toi !

Coup de cœur pour le livre « Sois jeune et tais-toi. Réponse à ceux qui critiquent la jeunesse »¹. « Égoïstes, paresseux, idéalistes, incultes, désintéressés » sont des adjectifs que Salomé Saqué arrive à déconstruire à l'égard de la jeunesse française, en faisant attention à bien se référer à une catégorie sociale non homogène mais capable d'englober une grande diversité de profils.

Soumis à des problématiques historiques jamais rencontrées auparavant (l'urgence écologique et l'inaction gouvernementale, la crise sanitaire et ses effets sur la santé mentale, la crise démocratique, la mutation anxiogène de l'information), les jeunes se retrouvent de plus en plus emprisonnés dans un monde sans issue face à ces défis vertigineux. Et ces constats résonnent aussi chez les professionnels que nous rencontrons au quotidien à Bruxelles.

A l'aide de chiffres et de témoignages, l'autrice étaye l'inégalité générationnelle à laquelle la génération Z doit se confronter. Ces inégalités sont l'héritage des mauvais choix politiques qui ne permettent pas d'aspirer aux trajets d'émancipation individuelle et collective recommandés auparavant. Si les générations précédentes vivaient dans une conjoncture économique et sociale de croissance dont la valeur du travail primait tout, ce n'est pas forcément le cas à l'heure actuelle. Les limites planétaires et le manque de sens entraînent une remise en cause de ce paradigme et de notre modèle de société occidentale.

Jugés dans le meilleur des cas, les jeunes sont même attaqués et représentés comme irresponsables quand ils essaient d'imaginer un avenir différent et alternatif.

La journaliste ne se limite pas à la déconstruction de l'image univoque des jeunes – un travail similaire qui existe peu en Belgique – mais elle nous propose aussi une lecture antagoniste au « sois-jeune et tais-toi ! » avec un « sois-jeune et lève-toi ! (mais pas trop) » en décrivant des moyens d'action et d'engagement citoyen mis en œuvre par ces derniers.

Qu'il s'agisse de l'image culte du film où l'on assiste impuissants à une météorite frappant la Terre, ou encore celle de la voiture qui fonce droit dans le mur avec l'ancienne génération comme conductrice et l'actuelle à la place passager, il n'y a pas que de la résignation. Mais un désir d'agir. ▶

[1] Salomé Saqué, éd. Payot, 2024, 333 p.

SOMMAIRE



Edito

Valeria Lucera 3

Panoramique

- Dans les services sociaux et de santé. Grosse fatigue** 6
- Chiffrer en travaillant** 8
Alain Willaert
- Injustices épistémiques vécues par des professionnelles** 10
Audrey Heine
- A la frontière du légal** 15
Nathalie Caprioli
- Il ne faudrait pas que l'interprète devienne un futur patient** 16
Entretien avec Raphaële Benisty
- Il faut que la journée se passe bien** 20
Entretien avec Noura Amer
- Regard décalé** 22
Entretien avec Judith Hassoun
- Ecrire pour défier l'innommable** 24
Isabelle Seret



Focus : Exil et santé mentale

La plume et le masque 27

Nathalie Caprioli

Paroles crédibles et légitimes 30

Entretien avec Rachid Bathoum et Sarah Degée

Reportage photo

Fatoum, chanter les femmes d'où elles s'appellent 34

Jehanne Bergé et Johanna de Tessières

Info dessinée

De 0 à 100 ans (et plus) 39

Dessin : Manu Scordia. Texte : Nathalie Caprioli

Texte sur photo

Le Ket de Bruxelles de Zenel Laci 42

Photo de Massimo Bortolini

Dans les services sociaux et de santé

Grosse fatigue

Il est des métiers où l'on côtoie au quotidien la misère humaine à haute dose. Ainsi en va-t-il dans les secteurs des soins de santé, d'assistance sociale, d'interprétation en milieu social, de formation, d'accompagnement juridique,... Quand et comment les professionnels et professionnelles de première ligne déposent-elles leur trop plein et considèrent-elles leur santé mentale avant de craquer ou d'exploser en plein vol ?

« On dépense beaucoup d'énergie pour ne démêler que des petits nœuds. »

« Je suis psy et on me demande de faire du chiffre: qu'est-ce que je fous là ? »

« Ce n'est jamais les gens que j'aidais qui m'ont épuisée, mais le système compliqué, segmenté, l'inflation de travail administratif et les contrôles. »

Lorsqu'on entend ces témoignages, on se dit qu'ils sont ceux de guerriers ou de survivants, et peut-être des derniers garants accueillant l'urgence humaine et sociale, dans une société fracassée qui tient les personnes aux abois pour responsables individuellement de leurs problèmes.

Accompagner sans s'user et redonner du sens à ce qu'on fait : deux enjeux de taille qui nous poussent à nous pencher sur les causes systémiques de l'épuisement de travailleurs et travailleuses dans l'associatif, dans un désir de construire autre chose, autrement.



PANORAMIQUE



design: @gabrielwilly 7

more than 28000 palestinians were killed

85%

we demand accountability for south's war crimes

FREE PALESTINE!
FREE PALESTINE!
FREE PALESTINE!

即時停戦!

ガザ虐殺に
反対します!

ジェノサイドをやめろ

STOP THE GENOCIDE OF PALESTINIAN PEOPLE

Textile Street Art

DEAD



BUT

I WORK

#CasaDeBalneario

LIVE
DJS

© Nathalie Caprioli

D.G.T. (CROWD) 17 SPAIN

CHIFFRER en travaillant

Les travailleuses et travailleurs des services sociaux et de santé sont épuisés (doux euphémisme). Petite liste non exhaustive des causes connues (quoique pas toujours reconnues).

Une constante augmentation des inégalités sociales

2.144.000 Belges, soit 18,7 % de la population, courent un risque de pauvreté ou d'exclusion sociale, accentué notamment par le vieillissement de la population et le handicap. C'est ce qui ressort des chiffres de la pauvreté pour l'année 2022, selon Statbel.

A Bruxelles aujourd'hui, 415.000 personnes – soit 34 % de la population bruxelloise – risquent de sombrer dans la grande pauvreté.

La constante aggravation des inégalités sociales et de santé accroît sans cesse le nombre de personnes qui font appel aux services sociaux et de santé, notamment en raison d'un report des soins. Pour autant, les moyens à disposition de ces services pour y faire face, s'ils ne diminuent pas partout, n'augmentent pas pour autant de manière proportionnelle. L'une des principales conséquences est la sursaturation des services, une file d'attente qui met à mal leur accessibilité¹.

Une pénurie de pros en social-santé

L'absence de valorisation des métiers du non-marchand et les disparités salariales ne favorisent pas l'attrait pour ces métiers. Ces facteurs fragilisent l'emploi, créent un environnement de travail instable pour les travailleurs et renforcent les difficultés de recrutement et de rétention du personnel au sein des asbl, ce qui menace la continuité nécessaire de l'offre de services à la population².

Les conditions de travail se dégradent, rendant ces professions de moins en moins tenables. Dans le même temps, le cercle vicieux s'accélère par l'effet négatif que cela produit sur l'attractivité pour les jeunes. Alors que l'âge moyen du personnel soignant s'élève dangereusement, le nombre de candidats dans les écoles ne suffira même pas à remplacer les fins de carrière (sans compter les défections et maladies de longue durée).

Une politique publique mise en œuvre à coups d'appels à projet

Les modes de financement sous forme de budgets d'initiative et les appels à projets à court-terme est une autre cause de la précarisation des emplois. La pénibilité du travail de terrain dans les conditions actuelles rend non seulement le recrutement (assistants sociaux, psychologues, infirmiers ...) fort difficile, mais engendre le renoncement, le burn-out, la démission de professionnels de terrain, déstabilisant ainsi les équipes en place.

Également, dans l'appel à projets, l'association de terrain est moins considérée comme une partenaire de l'action publique que comme une sous-traitante, ce qui questionne l'autonomie associative, sa capacité critique et de contre-pouvoir, et par là-même, le sens du travail réalisé par les professionnels social-santé³.

Un New Public Management inadapté au secteur

Pour évaluer le travail des associations subventionnées, l'administration privilégie aujourd'hui le recueil de données, le

quantifiable plutôt que le qualifiable. La culture du chiffre néglige les aspects moins mesurables mais tout aussi importants de l'aide sociale et de santé. Une focalisation excessive sur les indicateurs de performance mène à une déshumanisation des services, réduisant les bénéficiaires à de simples numéros dans un système.

La pression pour atteindre des objectifs chiffrés et la nécessité de se conformer à des procédures standardisées augmentent le stress et l'épuisement professionnel. L'impératif de rentabilité et d'efficacité peut conduire à une prise en charge moins personnalisée et plus superficielle des bénéficiaires.

Enfin, la culture du chiffre amène les travailleurs sociaux à devoir privilégier les actions facilement quantifiables au détriment de celles qui sont plus difficiles à mesurer mais essentielles à une prise en charge éthique et complète. Dans un tel système, les besoins spécifiques et individuels des bénéficiaires risquent d'être négligés au profit d'une approche standardisée et uniforme.

Un report de charges des services publics vers les associations

La crise sanitaire de la COVID-19 a accéléré la numérisation de l'accès aux services socio-administratifs (services publics, banques, fournisseurs d'énergie, d'eau, services communaux, mutuelles, syndicats, CPAS, etc.)⁴. Mise en place pour pallier l'impossibilité d'ouvrir les guichets, force est de constater qu'une série de services ont oublié de se déconfiner. En ne permettant (presque) plus d'accès physique, y compris pour les démarches liées aux droits les plus fondamentaux, ces services renforcent la fracture numérique et la désaffiliation administrative et sociale d'une partie de la population. Désemparée, cette population grossit les salles d'attente des services sociaux ambulatoires, transformant les profession-



nels de l'action sociale en auxiliaires administratifs des services publics (et privés) fondamentaux⁵ !

Les réponses à ces différents problèmes restent aujourd'hui fort insuffisantes, voire inexistantes, essentiellement pour des raisons budgétaires, lesquelles portent une dimension idéologique. S'attaquer un peu, beaucoup ou à la folie aux inégalités sociales (et par là, diminuer la pression exercée sur les professionnels et professionnelles des services sociaux et de santé) dépend du projet de société que l'on promeut, et donc des politiques publiques que l'on considère comme prioritaires. ▀

[1] <https://cbcs.be/evolution-des-problematiques-sociales-et-de-sante-2018-2022-sortie-du-rapport/>

[2] <https://cbcs.be/wp-content/uploads/2023/12/A-2023-072-BRUPARTNERS-FR.pdf>

[3] <https://cbcs.be/gouverner-par-appel-a-projet-domptier-l-associatif/>

[4] Sur la numérisation des services, lisez Imag 371 de mars-avril 2024 : « No Reply: votre dossier est incomplet » www.cbai.be/imag371_marsavr-2024br/

[5] <https://cbcs.be/evolution-des-problematiques-sociales-et-de-sante-2018-2022-sortie-du-rapport/>



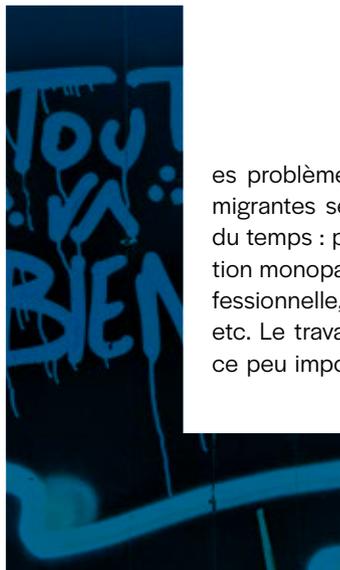
INJUSTICES épistémiques vécues par des professionnelles

Le RIFI, nouveau Réseau interculturel féministe et intersectionnel, vient de sortir les résultats de son enquête auprès de plus de 200 professionnelles qui accompagnent des femmes migrantes. Un des contacts met en évidence combien certaines de ces travailleuses de première ligne vivent en miroir des problèmes socioéconomiques et des discriminations subies par leurs usagères.



3 minutes, 3 questions

Regardez la capsule vidéo où Audrey Heine précise 3 points sur le RIFI.



es problèmes vécus par les femmes migrantes se sont complexifiés au fil du temps : précarité, isolement, situation monoparentale, désinsertion professionnelle, discriminations multiples, etc. Le travail d'accompagnement, et ce peu importe le secteur d'interven-

tion, nécessite donc pour les travailleurs et travailleuses de pouvoir prendre en considération la situation particulière des femmes minorisées ainsi que des rapports

de pouvoir qui construisent les systèmes d'oppression tels que le sexisme, l'hétérosexisme, le racisme, le colonialisme, le capacitisme, l'âgisme, etc., et marquent leur expérience quotidienne².

Cette lecture intersectionnelle des diversités a permis de revisiter au cours des dernières années différentes pratiques d'intervention. La recherche réalisée par le Réseau interculturel féministe et intersectionnel (RIFI), composé d'associations et de partenaires académiques³ et soutenue par equal.brussel, s'inscrit dans cette perspective. Elle a pour objectif d'identifier les besoins des professionnels et professionnelles pour accompagner les femmes à l'intersection des oppressions, et particulièrement du racisme, du sexisme et du classisme.

Membre du RIFI,
Réseau interculturel féministe et intersectionnel Audrey HEINE¹

En s'inscrivant à la croisée des mondes associatif, académique et politique, l'étude menée par le RIFI participe à la production de savoirs féministes. En effet, l'expertise de genre émergeant au centre de ce triangle de velours⁴, organisations féministes, fémocrates, chercheuses, est nécessaire à la mise en œuvre de pratique de la lutte contre les inégalités vécues par les femmes migrantes multivulnérabilisées (vivant des inégalités multiples et croisées liées à l'origine, la situation sociale, la trajectoire migratoire, l'appartenance culturelle et religieuse, etc.).

Les constats de l'enquête permettront de développer, dans la suite du projet, des ressources pratiques et théoriques pour sensibiliser les professionnels et professionnelles à l'imbrication des discriminations et de leur permettre d'acquérir des pratiques inclusives.

Le RIFI, un réseau novateur

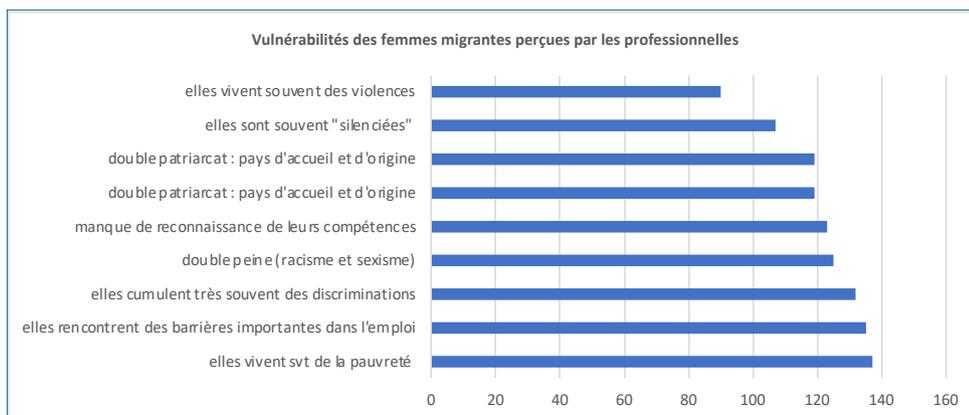
Le RIFI est dédié à l'échange de pratiques interculturelles, féministes et intersectionnelles pour les professionnels et professionnelles, et propose :

- un réseau académique et associatif sur les thématiques du féminisme et de l'interculturalité,
- une bibliothèque virtuelle de ressources sur l'accompagnement,
- un espace de solidarité pour partager des expériences et des pratiques,
- des formations pour renforcer le travail des professionnels et professionnelles de l'accompagnement.

L'intervention interculturelle féministe

L'intervention interculturelle féministe considère à la fois les enjeux interculturels et ceux liés au genre, sans que les uns aient préséance sur les autres. Au contraire, cette approche vise à lever les « points aveugles » des intervenants et intervenantes en milieux interculturels (*gender blindness*) et auprès de celles et ceux du secteur féministe (*color blindness*). Trois axes sont proposés pour réaliser des interventions interculturelles féministes : 1) développer une posture réflexive concernant les enjeux interculturels, de genre et leur combinaison pour répondre à l'unicité des besoins de chaque femme (micro) et afin de prendre en compte le positionnement social de l'individu (macro), à l'intersection des enjeux interculturels et de genre ; 2) établir des rapports égalitaires avec les femmes accompagnées et prendre conscience, comme intervenant, de sa position privilégiée, et 3) reconnaître la complexité identitaire et le positionnement social unique de chaque femme.

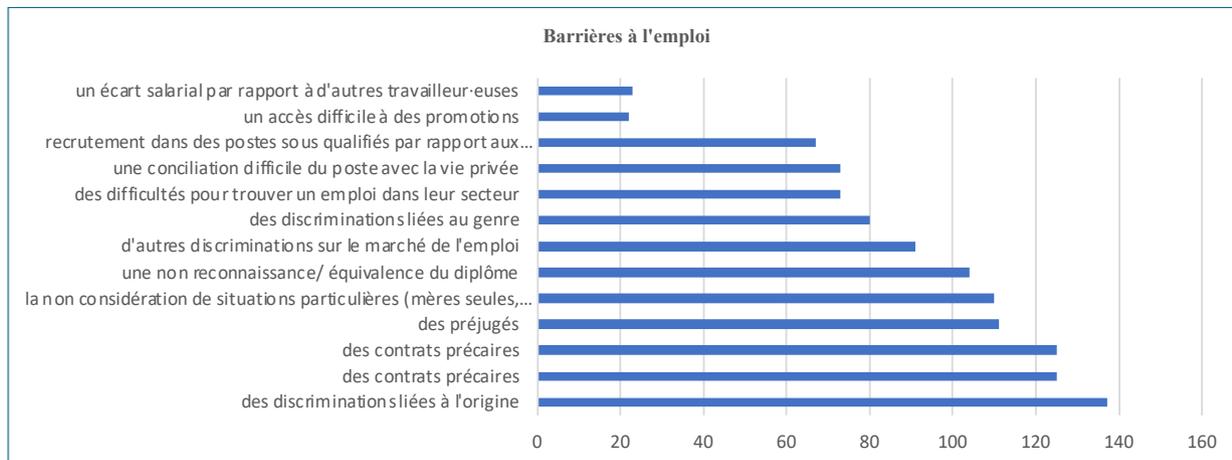
Ces axes d'intervention permettent de s'assurer de répondre aux besoins singuliers, situés et contextualisés des personnes auprès desquelles on intervient (niveau micro de l'intervention) et de reconnaître la présence concomitante et non hiérarchisée d'enjeux associés notamment au sexisme et au racisme pour celles-ci (niveau macro des contextes d'intervention)⁵.



A l'intersection de la recherche et de l'engagement

En vue de révéler les défis intersectionnels pour les professionnels et professionnelles, le RIFI a réalisé en 2024 une vaste recherche en trois volets. Tout d'abord, dans une perspective exploratoire, les besoins de 80 professionnels ont été sondés lors de focus groups sur quatre thématiques centrales dans l'accompagnement des femmes migrantes : les violences de genre, les barrières à l'emploi, le stress vicariant vécu par les professionnelles et le croisement des oppressions. Ensuite, une enquête en ligne a permis de récolter les perceptions de 205 professionnels et professionnelles concernant les enjeux de l'intervention interculturelle et féministe. Enfin, des entretiens approfondis menés auprès de professionnelles de l'accompagnement ont permis d'analyser qualitativement les représentations des travailleuses à l'égard des femmes racisées et minorisées et les mécanismes psychosociaux à l'œuvre dans les pratiques d'accompagnement.

Les professionnels et professionnelles interrogées exercent dans les secteurs de l'éducation permanente, de l'action sociale, et l'accueil des personnes en migration et aussi de la santé et de la formation. Il s'agit d'un échantillon composé principalement de femmes (168), à haut niveau socioéducatif (92 % ont fait des études supérieures). Il s'agit aussi de participantes engagées en matière de lutte contre les inégalités et spécialement celles concernant les femmes : 60 % se déclarent militantes et 80 % se disent féministes. Deux tiers des répondants travaillent dans une organisation bruxelloise, du centre de Bruxelles. 95 % des professionnelles déclarent accompagner



un public très multiculturel principalement. Enfin, deux tiers des participantes déclarent avoir une origine étrangère (parents ou grands-parents).

Un double constat

Les résultats de cette première enquête sur les besoins des intervenants auprès des femmes migrantes révèlent un double constat. D'une part, ils mettent en évidence l'ampleur des difficultés psychosociales vécues par les femmes en migration. Ces constats vont dans le sens de nombreux travaux sur la vulnérabilité accrue des femmes en migration⁶. D'autre part, la recherche du RIFI met en exergue les injustices épistémiques⁷ vécues par les intervenantes elles-mêmes. La notion d'injustice épistémique désigne la remise en question de la capacité d'un individu de se positionner comme producteur de savoir dans le discours⁸. Ces injustices peuvent prendre la forme de mécanismes de silenciation de la parole des femmes⁹ et produire une charge raciale et intersectionnelle, c'est-à-dire une pression psychologique reposant sur le fait de constamment planifier des solutions pour faire face aux préjugés ou à la discrimination raciale¹⁰.

Complexité des trajectoires des femmes migrantes

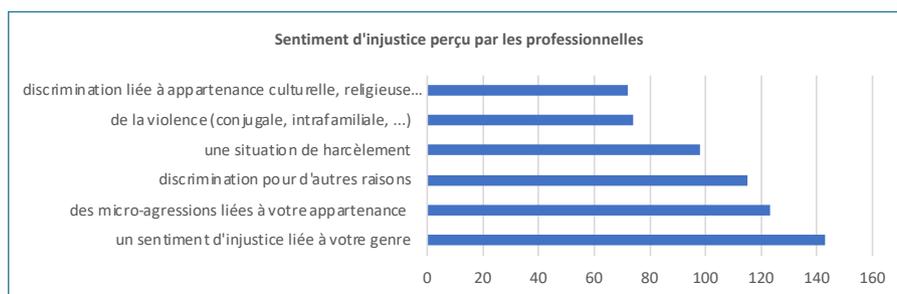
Les résultats permettent de saisir la nature des barrières à l'emploi, des violences de genre et des discriminations systémiques vécues dans leurs parcours. A cet égard, 97 % des professionnelles accompagnent des personnes décrites comme étant en « très grande détresse psychosociale».

Les trois motifs principaux de vulnérabilité perçus pour les femmes sont la précarité économique, l'isolement et les discriminations liées à l'origine.

92 % des professionnelles identifient des difficultés dans le domaine de la formation et de l'emploi pour le public qu'elles accompagnent. Elles évoquent en priorité les difficultés suivantes : discriminations liées à l'origine, préjugés, contrats précaires, problèmes de reconnaissance de diplôme et discriminations liées au genre.

Injustices épistémiques

55 % des professionnelles disent s'être déjà senties particulièrement vulnérabilisées ces dernières années (précarité, isolement, violences...). Deux tiers des professionnelles ont déjà éprouvé un sentiment d'injustice dans leur carrière. Les raisons principalement évoquées sont : des injustices sur base du critère du genre et sur base de l'origine. Ces injustices prennent la forme de « micro-agressions », c'est-à-dire d'échanges quotidiens qui envoient des messages dénigrants en raison de l'appartenance à un groupe. Face à ce sentiment d'injustice, les répondantes disent s'être senties « silenciées ». 51 % des répondantes ont déjà ressenti un épuisement professionnels. Elles décrivent un sentiment d'impuissance, d'inutilité et de perte de sens.



Défis interculturels et féministes pour les professionnel.les :
diagnostic des besoins et développement des ressources.
Rapport de recherche préliminaire, 2024.



53 % se sont déjà senties particulièrement « chargées » de représenter les droits des femmes et des personnes racisées au sein de leur organisation.

La démarche interculturelle, féministe et intersectionnelle vise à lever les oppressions vécues par les femmes en s'interrogeant sur les freins rencontrés à différents niveaux dans les pratiques d'intervention. Dans cette recherche, les professionnelles interrogées soulignent les obstacles rencontrés sur le terrain. Ils rejoignent les domaines d'exercice du pouvoir mis en évidence par Collins. Il s'agit de freins structurels (le manque de moyens, la condition des travailleuses, l'absence de l'intersectionnalité dans les lois et programmes politiques), organisationnels (les politiques d'embauche, les offres de formations et le manque de diversité au sein des instances décisionnelles), hégémoniques (les représentations stéréotypées des femmes migrantes) et interpersonnels (le manque de décentrement dans les pratiques d'intervention).

Les focus groups et les entretiens ont permis de questionner les visées de transformations globales qui accompagnent ce type d'intervention interculturelle et féministe, et d'identifier les actions concrètes qui y sont associées et la façon dont elles sont portées par les intervenants et intervenantes interculturelles féministes. ▶

Bibliographie

- Bagaoui, R. (2020). La charge raciale et la diversité ethnoculturelle. Radio-Canada: <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1282296/charge-raciale-discrimination-racisme-diversite-ethnoculturelle-capsule-connaiss-ton-voisin>
- Fricker, M. (2007). *Epistemic Injustice*, Oxford : Oxford University Press
- Heine, A., Bourassa-Dansereau, C., et Jimenez, E. (2023). *Pratiques interculturelles féministes*. Academia, Bruxelles.
- Freedman, J., Sahraoui, N., Tastsoglou, E. (2022). *Gender-Based Violence in Migration. Interdisciplinary, Feminist and Intersectional Approaches*. London: Palgrave Macmillan.
- Marchand, I., Corbeil, C. et Boulebsol, C. (2020). L'intervention féministe sous l'influence de l'intersectionnalité : enjeux organisationnels et communicationnels au sein des organismes féministes au Québec. *Communiquer*, 30, 33-52.
- Woodward, AL. (2003). *European Gender Mainstreaming: Promises and Pitfalls of Transformative Policy*. *Review of Policy Research* 20 (1), 65-88.

[1] Audrey Heine est aussi maîtresse de conférences au Centre de Recherche en psychologie sociale et interculturelle de l'ULB et au Service de psychologie du travail de l'Umons ; chargée de projets à la Fédération Wallonie-Bruxelles ; psychologue clinicienne de première ligne.

[2] Corbeil, Harper et Marchand, 2018.

[3] AWSA-Be (Arab Women's Solidarity Association - Belgium), La Maison des Femmes - MOVE asbl, Vie Féminine, Le Grain asbl, le Collectif OXO et le Collectif Transition et Résistance, Service de Psychologie sociale et interculturelle de l'ULB, Service de psychologie des organisations de l'UMons, Observatoire francophone pour le développement inclusif par le genre (OFDIG) de l'Université du Québec à Montréal, Université Catholique de Lille, Université du Québec à Trois-Rivières.

[4] Woodward, 2004.

[5] Heine, Bourassa-Dansereau et Jimenez, 2023.

[6] Freedman et al. 2022.

[7] et [8] Fricker, 2007.

[9] Dotson, 2011.

[10] Bagaoui, 2012.

Sentiment quand iels ont évoqué le sentiment d'injustice dans leur organisation



À la frontière du **LÉGAL**

*Les métiers dans le secteur social et de la santé sont dévalorisés et en pénurie.
Entre pression et dépression, des professionnels marchent ou crèvent.
Le documentaire « Au suivant ! Le travail social sous haute tension »
de Pierre Schonbrodt dresse un état des lieux inquiétant de la profession.*



alle comble pour la projection du film de Pierre Schonbrodt consacré aux conditions de travail dans le secteur social. « A croire que le thème fait soudain recette ! En tous cas, il se passe quelque chose dans le secteur », relève le réalisateur.

Dans « Au suivant ! », la caméra suit des travailleuses et travailleurs sociaux en action. Leur empathie et leur complicité avec les bénéficiaires crèvent l'écran. Mais au-delà de ce tableau touchant, le documentaire s'engage sur un terrain accidenté : il montre comment le ou la travailleuse sociale est acculée à « sortir du cadre » – entendez, à opérer des actions à la frontière du légal, voire illégales – pour pouvoir répondre aux besoins des personnes précarisées. Il existe un tel écart entre les réalités et les urgences des gens et le cadre fixé par les institutions que des travailleurs sociaux n'ont pas le choix : « On est obligés de s'arranger avec le droit ». Et de zigzaguer entre les démarches administratives pour cocher les cases. Quitte à mentir, à imiter la signature du bénéficiaire qui n'est pas présent au moment voulu, à faire de fausses recherches d'emploi pour éviter que les personnes aux abois ne perdent leurs droits. Car, à force de resserrer son contrôle à l'égard des pauvres, mécaniquement suspects, l'Etat en vient à produire des lois injustes.

Ce travail social clandestin, dont plusieurs intervenants dans le documentaire nous prédisent une montée en charge, est émotionnellement compliqué à vivre. Des travailleurs sociaux ne savent plus accompagner comme ils voudraient. « Etre

juste exécutant n'a pas de sens ». Une masse de questions les submergent. D'où vient l'inflation de travail administratif ? Qu'est-ce qu'une aide sociale quand on est réduit au rôle de secrétaire social ? Quel sens donner à son travail quand les gens sont pris à la gorge, même quand on les aide ?

Des révélations pour celles et ceux qui ne connaissent rien du quotidien des AS ; une banalité triste, décourageante, révoltante pour celles et ceux qui font partie du secteur social et des soins de santé. Conçu pour le tout public, le documentaire est un outil destiné à circuler et à provoquer le débat en agora. « Emparez-vous en ! », lance Pierre Schonbrodt. ▶



Un documentaire du Centre d'Action Laïque, juin 2024, 53 min.

Réalisation : Pierre Schonbrodt.

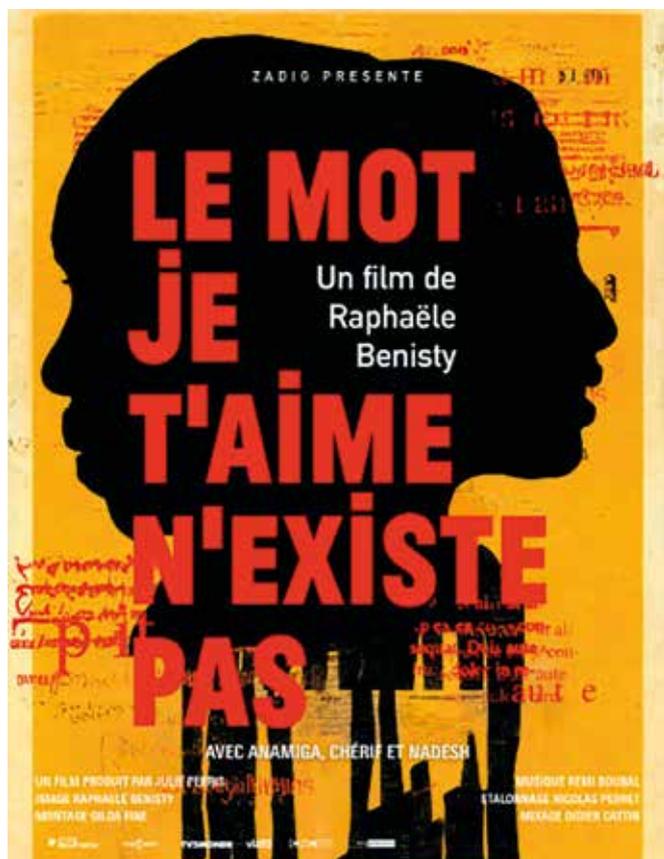
Pour organiser une projection publique, contactez : pierre.schonbrodt@laicite.net

IL NE FAUDRAIT PAS

que l'interprète devienne un futur patient

Entretien avec Raphaële **BENISTY**

En suivant Anamiga, Nadesh et Cherif, trois interprètes de demandeurs d'asile, la réalisatrice du film « Le mot je t'aime n'existe pas » rend compte de leur métier et de ses limites : comment donner aux usagers les clefs de la société pour y vivre sans être infantilisés ou déroutés. Raphaële Benisty laisse les langues se délier, les visages s'exprimer, les silences se remplir. Le film ouvre à la réflexion et à la parole entre professionnels avec un triple objectif : cinématographique, politique et social.



Sur les réseaux, on vous présente généralement comme une vidéaste engagée qui réalise des documentaires de type « cinéma réel » et qui démarra son expérience lors d'un séjour de quatre ans au Burkina Faso... Vous-même, comment voulez-vous être présentée ?

Raphaële Benisty : Je ne suis pas venue au documentaire par le cinéma, mais par les gens à la marge et mon désir d'être avec eux pour porter ensuite leurs témoignages. Mon séjour au Burkina a effectivement été déclencheur dans cette envie de faire des films. De retour en France, j'ai continué en puisant une inspiration dans la banlieue parisienne, vaste carrefour de cultures. La question de l'altérité m'intéresse beaucoup, elle fait d'ailleurs partie de mon histoire familiale. Mon père est d'origine algérienne et ma mère appartient à la tradition judéo-marocaine. Elle est arrivée en France suite à un départ non préparé en 1956 [une conséquence de la guerre israélo-arabe].

Ma famille a beaucoup pratiqué l'assimilation ; j'ai grandi dans une culture franco-française où la langue arabe n'a pas été transmise. Nous avons toutefois gardé des références culturelles juives liées aux fêtes, au sens de la famille, à la nourriture judéo-marocaine. J'ai surtout grandi avec le sentiment d'un décentrage : je suis sensible à ceux qui sont méprisés, qui ne sont pas regardés et qui ne partagent pas les codes de la majorité – un rejet que ma grand-mère a vécu et qui m'a beaucoup touchée. Ce décentrage se retrouve dans mon film, quarante ans plus tard.



Pouvoir maîtriser et la langue et la culture de ma famille m'a beaucoup manqué. Je porte en moi cette perte. Voir les interprètes être aussi forts et riches de leur culture fonctionne comme un fantasme de ce que j'aurais pu être si mon éducation et mon histoire familiale avaient été différentes.

Recueillir le témoignage de gens invisibles est la thématique de votre film «Le mot je t'aime n'existe pas». Les interprètes en milieu social exercent en effet une profession essentielle, mais dans l'ombre. Qui se doute de leurs difficultés, de leurs ressentis, de leurs limites ?

Raphaële Benisty : Dans le secteur administratif, les interprètes sont dans l'effacement. Cet effacement non seulement violent est, en plus, illusoire. Parce qu'ils sont bel et bien là, maillon nécessaire à la discussion.

Dans le secteur médico-social, ils ont le droit d'exister lorsqu'ils sont médiateurs. Là, ils retrouvent leur vraie place qui est d'exprimer les malentendus, de donner la voix à l'un comme à l'autre.

A force d'engranger tant de récits traumatiques, qu'en font-ils ? Il existe des lieux où les interprètes peuvent un peu débriefer. Mais la plupart du temps, ils se prennent tous les récits dans la figure et rentrent chez eux. Un psychologue m'avait partagé sa préoccupation : il ne faudrait pas que l'interprète devienne un futur patient.

Dans le film, vous montrez tout net à quel point ils sont le réceptacle d'émotions fortes. Anamiga, interprète judiciaire en langue tamoule, n'est pas insensible quand un couple fond en larmes juste à côté d'elle...

Raphaële Benisty : D'autant qu'elle est peut-être la seule dans la pièce à vraiment percevoir et comprendre les enjeux, avec tant d'acuité et de force.

Les interprètes perçoivent des choses, notamment des mensonges, que la Cour ne comprend pas, mais ils n'ont pas à en témoigner – ce qui n'est pas toujours confortable. Si Anamiga se permettait de tout décoder, le cours des choses changerait probablement, pour le meilleur ou pour le pire.

D'ailleurs, Anamiga ne supporte plus son métier et souhaite devenir médiatrice. Elle veut prendre le temps d'expliquer les enjeux aux gens, de lire les pensées complexes entre les lignes. Comme interprète, elle a conscience que, derrière les mots, existe un champ interprétatif que tout le

*Des professionnels finissent
par se demander à quoi sert ce jeu
de dupes qui reste à la surface
des problèmes sans les régler.*

monde n'est pas capable de comprendre. A la fin de la séance d'interprétariat, on aura juste fait semblant de se parler, et les problèmes perdureront. On voit des gens qui ne parlent pas français passer docilement d'un psychologue à la justice, à l'assistante sociale, trimballés sans même comprendre ce qu'ils font là – d'autant qu'on ne leur explique pas toujours. Ils sont dans une position tellement fragile qu'ils jouent le jeu, un jeu qui est censé être fait pour eux, alors qu'en réalité il peut les desservir. Des professionnels finissent par se demander à quoi sert ce jeu de dupes qui reste à la surface des problèmes sans les régler.

Censée être le modèle de l'identité tamoule aux yeux de ses parents, Anamiga explique qu'elle porte ce rôle assigné comme un fardeau à mesure qu'elle s'intègre en France. Comment cette question a-t-elle émergé à travers son métier d'interprète ?

Raphaële Benisty : Dès le début, quand j'ai pensé ce film, je n'ai pas pu dissocier le travail des interprètes de leur vie. Parce qu'il est question de leur langue, de leur passé. Très vite, j'ai eu envie de faire des incursions dans leur vie privée, non pour voir comment ils font à manger ou d'autres scènes anecdotiques, mais parce que ce qu'ils sont incarne la manière dont ils travaillent. Ils sont leur propre outil.

J'aurais pu faire un film plus sec et rester dans le monde professionnel. Mais quand on comprend que Cherif a vécu la même chose que ce qu'il est occupé à traduire, il devient soudain la voix d'une femme violée doublée par son vécu. Savoir d'où il parle nous permet de mieux comprendre ce qu'il transmet. Etre interprète n'est pas

un métier comme un autre: on s'engage physiquement et psychologiquement.

Qu'est-il prévu pour prendre soin de leur santé mentale ?

Raphaële Benisty : Ils sont très solitaires. En France, des grosses boîtes d'interprétariat mettent en place des cercles de parole. Mais pour celles et ceux qui sont à leur compte, tant pis pour eux. Bref, la majorité doit se débrouiller. Des interprètes comme Nadesh ou Anamiga ont accompli des études universitaires, ont travaillé les questions du décentrage et de projections. Elles sont censées avoir réfléchi aux écueils et aux difficultés du métier – ce qui ne les empêche pas d'être dans la souffrance. En revanche, ceux qui n'ont pas eu de formation, comme Cherif dans mon film, et qui plongent directement dans le grand bain, sont confrontés de plein fouet à des violences. Ils encaissent certaines histoires qu'ils n'oublieront jamais, peut-être parce qu'elles sont liées à leur propre parcours. Face aux horreurs, il faut parvenir à se mettre en pilotage automatique – ce que Cherif n'a pas su faire, c'est pourquoi il a quitté la profession.

Dans le film, on peut voir les interprètes se consulter sur des cas, parler de tout et de rien, déconnecter. Ces moments informels, entre deux vacations, aident à se décharger, à relativiser, à se donner des conseils ou à échanger des informations géopolitiques.

En tant que réalisatrice, avez-vous perçu qu'il fallait aussi vous protéger par rapport au sujet ?

Raphaële Benisty : J'avais 130 heures de rush pour un film d'1h20. J'ai réécouté les récits, tous intéressants, certains pleins de violence. A force, je ne les entendais plus ; je pense que notre cerveau se met en mode automatique ; on ne peut pas être dans l'empathie constamment.



La traversée clandestine des migrants : des récits traumatiques qui ne laissent pas les interprètes indifférents.
Extrait du film "Le mot je t'aime n'existe pas".

En fait, la caméra me protège toujours. Je suis concentrée sur le moment, je cherche le cadre, le sens, ce qu'il y a à raconter. Tout à coup, une distance est nécessaire... mais parfois elle m'inquiète : je me dis que je devrais être en pleurs. Mettre à distance les émotions, est-ce les refouler ? C'est parfois questionnant.

Lors d'une projection, un jeune homme m'a fait remarquer que j'avais suivi la même démarche que celle des médiateurs. C'est-à-dire que j'avais opéré ce mouvement pour essayer de faire entendre et de faire comprendre sans être dans le didactisme, en décalant aussi le regard.

Comment votre film a-t-il été reçu dans la profession?

Raphaële Benisty : Les interprètes qui l'ont vu ont été émus et contents. Ils l'ont trouvé fidèle à ce qu'ils sont. C'était une manière pour eux de pouvoir enfin dire ce qu'ils n'ont pas le droit de dire puisqu'ils sont censés

rester en retrait. L'un a déclaré que mon film avait levé le droit de veto ou de silence. C'est vrai qu'on ne leur demande jamais leur avis ; au contraire, ce n'est pas professionnel de s'exprimer ni de faire valoir sa subjectivité. Et dans mon film, ils s'affirment! ▶

Propos recueillis par **Nathalie Caprioli**

Le mot je t'aime n'existe pas

Un film de Raphaële Benisty, 2023, 80 min.

Montage : Gilda Fine.

Production : Zadig productions.

- Festival Filmer le travail 2024 : Mention spéciale jury de l'OIT (Organisation Internationale du Travail)
- Festival du Cinéma Méditerranéen, Cinemamed 2023
- Festival International Jean Rouch 2023

Il faut que la **JOURNÉE** se passe bien

Arrivée du Liban à 26 ans, féministe engagée sur les questions de domination et de patriarcat, pédagogue de formation, psychologue clinicienne, doctorante en psychologie sociale et interculturelle, Noura Amer a aussi acquis des compétences dans la création et la gestion d'associations des droits des femmes issues de l'immigration. A 52 ans, elle est aujourd'hui coordinatrice de la Maison des femmes-MOVE asbl (Molenbeek) depuis 10 ans, et présidente de AWSA-Be¹. Nous lui avons demandé comment elle prévient l'épuisement mental et physique au sein de son équipe.



face aux problèmes multiples rencontrés par le public, les travailleuses sociales sont généralement dans le surinvestissement: elles voudraient répondre à toutes les demandes, intervenir dans toutes les urgences, trouver des solutions sans en avoir toujours les moyens. J'observe rarement l'effet inverse, à savoir un détachement. Surinvestir, c'est risquer de s'épuiser très vite, physiquement et moralement.

Ce n'est pas une révélation : la précarité de notre public augmente. Par contre, un autre fait est moins commenté : comme coordinatrice de la Maison des femmes à Molenbeek, je dois non seulement m'occuper des problèmes des usagères à travers nos projets, mais je dois aussi gérer l'équipe qui vit des situations précaires. La majorité des membres de mon équipe sont elles-mêmes issues de l'immigration et ont parfois connu un parcours migratoire compliqué, certaines d'entre elles sont des mamans solos. A cela s'ajoute le fait que notre secteur associatif survit sur base de contrats précaires à durée déterminée.

Autrement dit, la fragilité et la précarité (financière, physique, mentale) ne touchent pas que notre public, elle est aussi présente

au sein de l'équipe. Une double responsabilité m'incombe parce que je dois accompagner une équipe fragilisée tout en soutenant un public de plus en plus fragile.

Le bien-être des collaboratrices et des usagères est au cœur de mes préoccupations. Mais comment éviter le stress quand une partie de nos contrats de travail dépend de la durée de vie des projets ? Un projet prévu pour un an sera-t-il reconduit ? Des questions sans réponse qui pèsent sur le moral des troupes.

Pour prévenir le sentiment d'impuissance et l'épuisement, j'essaie de mettre plusieurs choses en place. Ça commence par une bonne connaissance du contexte institutionnel, social, culturel et professionnel. Quelles sont les exigences, les possibilités, les marges de manœuvre ? Quel est le contexte matériel financé et finançable ? Qu'est-ce qu'on peut ? Qu'est-ce qu'on ne peut pas – car tout ne dépend pas de notre bonne volonté ?

Le deuxième point majeur concerne le profil de fonctions : il s'agit de bien comprendre sa fonction et d'avoir des tâches claires, délimitées et réalisables, sans quoi on se sent vite débordé dans la gestion de problèmes.

Je veille aussi à notre lieu de travail. C'est important que nos locaux soient bien entretenus et que les couleurs égayent l'atmosphère.



© Maison des femmes-MOVE asbl

Corolaire de la précarité des contrats, les personnes engagées n'ont pas nécessairement les compétences pour exécuter certaines tâches demandées. Par exemple, les personnes qui donnent des cours d'alphabétisation en français n'ont pas toujours la formation pédagogique requise quand elles commencent. Même si elles sont magnifiques avec leurs groupes, il leur faut un accompagnement. Le but est d'empêcher qu'une tâche trop compliquée provoque du stress.

Puisqu'il nous faut rendre nos missions réalisables, nous essayons d'aider les personnes à vivre des expériences positives afin qu'elles puissent continuer à construire sur ce succès, que ce soit au niveau de l'équipe ou des apprenantes. J'endosse ainsi le rôle de facilitatrice, laissant une marge de liberté décisionnelle et de liberté créative dans le chef des membres de l'équipe.

La charge de l'impuissance

Contre le sentiment d'impuissance est un autre travail au quotidien. Lorsqu'on considère les conflits et les injustices dans le monde, on ne peut que se décourager. Mais si nous voulons que notre journée se passe bien, il vaut mieux se concentrer sur le quotidien. Les professionnelles se ressourcent à partir de résultats qui pourraient paraître insignifiants. C'est l'exemple d'une dame inscrite au cours de d'alphabétisation heureuse d'annoncer qu'elle a réussi à dialoguer avec son médecin. Son témoignage est gratifiant, il nous ouvre les yeux sur une petite victoire, et pas seulement sur tout ce qui reste à réaliser.

De l'acceptable au parfait

Nous faisons de notre mieux pour atteindre les objectifs de nos projets, conscientes néanmoins des degrés qui séparent l'acceptable du parfait. Nous devons apprendre à concéder que les objectifs ne doivent pas toujours être atteints à 100 %. Elargir le champ des possibles vaut aussi bien pour notre public que pour nous. Et pour ce faire, je retiens deux mots clefs: flexibilité et solidarité. Par exemple, tous les ans ou les deux ans, nous devons engager deux nouvelles collègues avec un contrat de travail « article 60 ». Que se passe-t-il quand le profil recherché ne coïncide pas au profil trouvé ? On s'adapte, on sort du programme prévu en ouvrant d'autres portes, avec toujours le même objectif : l'émancipation des femmes. Mais s'adapter tout le temps reste épuisant, et les solutions éphémères et fragiles.

Nous améliorons certainement le quotidien local et remarquons des avancées dans la vie des femmes. Cependant, c'est au niveau structurel qu'il faut un vrai changement. Malgré les progrès en faveur des droits des femmes, la logique de domination menace à nouveau sérieusement. On le voit clairement avec le droit à l'avortement en Europe. En tant que féministes, nous devrions réfléchir davantage sur la fonction du patriarcat et ce qui le maintient. ▶

Propos recueillis par **Nathalie Caprioli**

[1] AWSA-Be, Arab Women's Solidarity Association-Belgium.

Regard DÉCALÉ

Dans le secteur non-marchand, il existe des pratiques où, à partir de cas concrets, des professionnels cherchent à comprendre les problèmes qu'ils ont vécus et envisagent des pistes de solution.

Un ou une intervenante extérieure accompagne ce processus. Son rôle est, entre autres, de poser un regard décalé sur les problèmes énoncés.

Comment remplit-on ce job ?

Quelques repères sur le profil, la méthode et la déontologie avec Judith Hassoun, formatrice au CBAI, chargée de supervision et d'intervision.

Intervision n'est pas supervision. Pourriez-vous expliquer la différence ?

Judith Hassoun : L'intervision réunit des pairs, des personnes qui ont une même fonction ou un métier assez proche. Mon rôle est d'animer des séances de travail pendant lesquelles on pourra à la fois débriefer autour des situations concrètes, réfléchir ensemble, émettre des hypothèses, s'inspirer les uns des autres. Parmi ces effets, l'intervision permet de faire réseau entre des professionnels qui continueront à s'entraider.

La supervision rassemble des personnes d'une même équipe ou d'un même secteur qui, à l'inverse de l'intervision, peuvent pratiquer des métiers différents. Les demandes se font par deux portes d'entrée qui ne sont pas nécessairement étanches. Il y a une porte d'entrée institutionnelle : c'est le cas pour des équipes qui rencontrent des difficultés à travailler ensemble, ou encore qui s'interrogent sur leurs missions, sur l'identité de leur secteur. On y travaillera davantage la question de la dynamique d'équipe, ce qui nous amènera à reclarifier parfois les fonctions, les missions, etc. Il y a aussi la porte d'entrée clinique. Des professionnels (médiateurs, psychologues, éducateurs) me contactent parce qu'ils veulent travailler des situations compliquées qu'ils vivent avec des bénéficiaires. Quand je dis que les frontières ne sont pas étanches, cela signifie qu'on peut travailler la dynamique d'équipe en partant d'une situation vécue sur le terrain avec le public et inversement : l'analyse d'une situation clinique nous apprend aussi sur ce qui a pu se jouer entre collègues, la façon de travailler ensemble et de s'en parler.

Le superviseur n'est pas l'expert omniscient qui apporte des solutions à tout. Il n'est ni un délégué syndical, ni un agent de la direction, ni un médiateur. Il vient en position tierce, c'est-à-dire en dehors du système, afin de poser un regard différent,

de questionner de manière décalée, et de garantir également un cadre de sécurité qui permet que la parole puisse se déposer. La supervision n'est jamais un lieu décisionnel, sauf évidemment en ce qui concerne le lieu et l'heure.

Le superviseur est parfois le réceptacle des mécontentements. C'est pourquoi je suis en lien avec d'autres superviseurs avec qui je peux débriefer des situations complexes auxquelles je suis confrontée. Entre pairs, nous bénéficions aussi de ce regard tiers.

Dans quelle mesure la supervision fait-elle partie de la culture associative ?

Judith Hassoun : Tout dépend des types d'associations, sachant que le besoin ou l'envie de démarrer une supervision résulte souvent d'un processus assez long.

Les supervisions institutionnelles démarrent souvent quand une équipe est en crise et n'arrive pas à s'en sortir toute seule. C'est à ce moment qu'elle a besoin d'un regard extérieur.

Dans le champ de la santé mentale ou de l'aide à la jeunesse, les équipes sont habituées à faire des supervisions cliniques. Elles travaillent avec un superviseur, parfois sur le long terme, des situations compliquées à leurs yeux dans ce qu'elles vivent avec des patients ou des jeunes.

Dans le champ de l'éducation permanente et de l'animation socioculturelle, les demandes de supervision sont moins fréquentes. C'est sans doute lié à la question du budget disponible¹.

L'épuisement au travail et le burn-out sont-ils des sujets traités lors des supervisions ?

Judith Hassoun : Il existe un lien très fort entre ce qui se passe dans la société, ce que vivent les publics et les professionnels, avec un effet rebond en ce sens que le public transmet son impuissance aux travailleurs sociaux qui, parfois d'ailleurs, le font vivre aux superviseurs.

J'observe les effets post-Covid. Des équipes qui ont dû déployer beaucoup d'énergie pour continuer à accompagner leur public pendant la pandémie, subissent aujourd'hui le contre-coup. Certaines sont épuisées ou au bord de l'épuisement, d'autres doivent retisser leurs liens qui avaient été distendus lors des confinements.

D'autres encore ont de plus en plus de charges administratives qui les usent au quotidien. Les travailleurs et travailleuses sont débordés.

La problématique du burn-out est présente. L'intérêt de la supervision, c'est de constater d'abord que l'on n'est pas tout seul. Elle permet aussi de mettre en lumière comment le professionnel revit parfois ce que vit son public – et dans ce cas, s'en rendre compte aide à se distancier. Des causes plus sociologiques, en lien avec l'individualisation ou la société de consommation, sont aussi à prendre en considération. J'ajouterais que la grille interculturelle est intéressante pour montrer à quel point nous sommes pris par des normes, des tabous, des valeurs qui parfois nous mettent à mal.

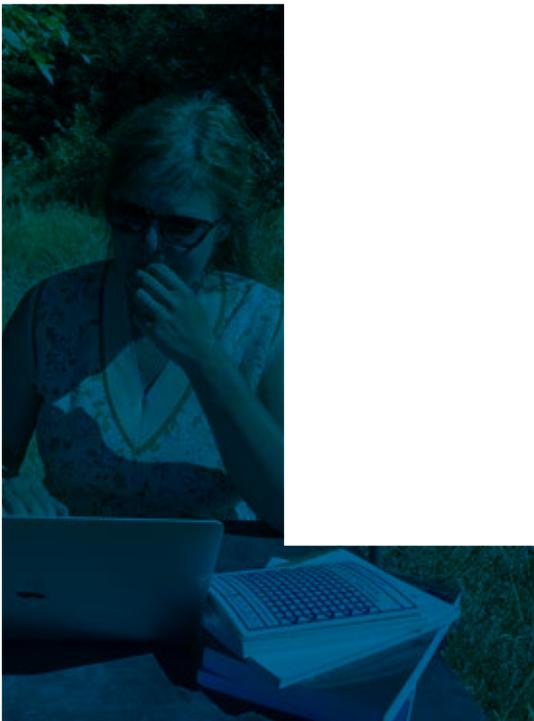
Mon rôle est d'amener les professionnels à déposer ce qui peut être difficile, à comprendre ce qui a fait tension et à permettre à l'équipe d'évoquer des pistes pour arriver à (mieux) travailler ensemble et avec le public en dépit des difficultés. L'un des enjeux est notamment que les membres de l'équipe puissent s'entraider plutôt que de vivre leurs difficultés seuls. Comment agir dans une zone délimitée ? Et vu qu'on n'est pas tout puissant, comment faire le deuil d'objectifs trop larges ou d'un idéal qu'on avait en démarrant dans son métier ? Le superviseur n'est pas un magicien mais, en énonçant ces questions, il pose des balises pour continuer à travailler malgré tout. ■

Propos recueillis par **N. C.**

[1] Depuis 2016, le Fonds Social d'Aide Sociale et Soins de Santé ne finance plus les supervisions cliniques. Le Fonds demande aux organisations de réserver leur requête de bourse aux supervisions collectives.

Écrire POUR DÉFIER l'innommable

Intervenante en sociologie clinique et formée en victimologie appliquée, Isabelle Seret accompagne des jeunes et des familles confrontées à la violence, auteurs comme victimes. Elle recueille leurs récits de vie sur base desquels elle questionne les responsabilités sociales et politiques. Charge mentale et tensions font partie de son métier. Comment prend-elle soin d'elle ? Témoignage.



Le recueil de récits de vie au contenu traumatique induit-il pour l'écouter un sentiment d'étrangeté et de solitude radicale qui ne peut être aisément transmis, pas plus que ne peut être tu ?

Depuis une quinzaine d'années, mon intérêt professionnel se porte plus particulièrement sur les personnes victimes de traumatisme intentionnel, c'est-à-dire induit délibérément par des humains à l'encontre d'autres humains. Je récolte leurs récits de vie à des fins de mémoire collective en transformant ces récits qualifiés d'intime en question sociale et politique.

Certains récits s'attardent dans ma mémoire et parfois y prennent place. Je me rappelle des dires de Patrick, personne rescapée de l'attentat de Nice qui, pendant plus de deux heures vingt en continu, a livré, voire déversé, avec force détails son 14 juillet 2016¹. Nous n'avions presque pas interagi, du moins verbalement. Après cette rencontre, j'ai décidé de gagner l'aéroport à pied pour me délester de ce cœur lourd, un rien hagarde. Patrick disait : « Des



kalachnikovs, des couteaux, des armes de poing, on n'en voit pas plus que ça normalement. Mais des camions, des camions blancs, on en voit tout le temps, trente fois par jour». J'étais effectivement en état d'alerte, vigilante, mais aussi attentive à mes ressentis, consciente des effets que peut induire ce type d'écoute.

Traumatisme par procuration

Pour accompagner Patrick dans sa narration – le cadre posé qui consiste à créer un espace sécurisant – l'empathie et les processus d'identification qui en découlent me font vivre son 14 juillet. Au départ de ses dires, je me fais un scénario. Je fournis des efforts d'imagination pour ce qui serait intransmissible et non représentable pour essayer de saisir au mieux son vécu. J'y accole des images porteuses d'émotions tels la peur, le dégoût, l'effroi, la colère. Ces images possèdent un potentiel traumatogène dont l'information stockée dans le cerveau avec la charge émotionnelle qu'elle comprend peut agir comme un souvenir. Un faux souvenir. L'écouter peut alors éprouver une insécurité avec l'apparition de symptômes similaires à ceux de la personne victime tels les évitements, une hyperactivité neurovégétative, des cauchemars, des reviviscences².

L'impact de la modification de soi, des autres et du monde se retrouve sous l'appellation de maladie de l'âme en deuil de son idéal dont la traumatisation par procuration, le traumatisme vicariant, fait partie. Dans ce type de traumatisation, ce n'est pas le vécu de la personne qui est entre la personne victime et l'écouter, mais le récit que la personne victime en fait.

Collision entre émotions et valeurs

Éprouver de la compassion pour une personne qui a traversé un événement délétère semble aller de soi. Mais c'est peut-être auprès des auteurs de violence que les effets de ce type d'écoute me sont apparus les plus sournois. Lors de la narration de leur récit, je tiens une posture bienveillante, sans jugement, ouverte à leur subjectivité. Cela nécessite un dosage délicat d'empathie pour favoriser les dires sans pour autant les accepter. Cette tension à la fois externe – un cadre à tenir – et interne – accepter ses ressentis – génère une vigilance colossale, car émotions et valeurs s'entrechoquent. «Dans ses plaintes, c'est toujours moi qui ai porté les premiers coups. Alors que j'ai même déjà retrouvé de la porcelaine dans mon tabac ! » dit un auteur en présentiel³. L'asbl Praxis, un service d'accompagnement qui a développé un programme de responsabilisation groupal, stipule que ce travail demande



- I. Seret, « Le traumatisme, entre causalité sociale et souffrance psychique », in *La part de social en nous*, éd. Erès, 2017, pp. 121-134.
- I. Seret et V. de Gaulejac, *Mon enfant se radicalise. Des familles de djihadistes et des jeunes témoignent*, éd. Odile Jacob, 2018.
- I. Seret, *Chez moi vit la violence*, éd. La manufacture de livres, 2022.
- I. Seret, *Faire taire le silence. Entendre les murmures autour de la prise en charge des violences intrafamiliales à l'égard des enfants*, éd. Academia, 2023.
- I. Seret et V. de Gaulejac, *Faire société malgré les attentats*, éd. Erès, 2024.
- I. Seret et William, *William ou le sens de la peine*, éd. Academia, 2024.
- Podcast « 22 mars : un procès, une histoire, 10 épisodes, septembre 2023.
- Podcast « 22 mars : un procès et après ? », 51 minutes, mars 2024,

à l'intervenant une grande capacité de contrôle étant donné les réactions que ces scènes peuvent susciter chez lui. Ces réponses peuvent être en lien avec l'intensité de la violence décrite, mais également avec la reconstruction cognitive utilisées par l'auteur pour justifier ses agir violents⁴. « Ma femme n'aime pas la moto mais je la force à monter quand même. Elle n'aime pas pour son brushing. Elle aime son confort ». Outre le déni qui caractérise les auteurs – cet auteur est en attente de son jugement pour tentative d'assassinat sur sa femme et son enfant – ces propos reflètent aussi des stéréotypes de genre qu'il n'est pas forcément simple de mettre au travail car ils sont complètement intériorisés.

Ecrire pour se protéger

Pour parer à ce qui aurait pu m'affecter, cette violence subie, conduite ou agissante, l'écriture a joué dans mon parcours une fonction mobilisatrice. L'écrit me permet de mettre hors de moi, dans une forme acceptable, ce qui aurait pu m'affecter et affecter mes capacités de confiance en autrui, et donc mes capacités d'écoute. Je me réapproprie les émotions suscitées et je les mets en mots. Je défie l'innommable, amoindri son pouvoir, en décrivant ce qui m'affecte, ce que ce récit met en branle et comment, au-delà des mots, il révèle des problématiques sociétales.

Si je m'attarde sur William – le récit d'un mineur dessaisi⁵ pour qui la peine la plus lourde, la perpétuité, a été envisagée – j'ai noté à l'issue de notre première rencontre :

*Je ne veux que ses yeux.
Ses mains ?
Je ne sais pas ce qu'elles ont fait.
Ses yeux ont vu.
Presque tout vu.*

Ces mots disent tout de ce que je ne dis pas, c'est-à-dire le poids de la représentation de la scène de crime, celui du

chagrin et de l'effroi, de la stupeur et de la vie qui s'en va. Elles traduisent comment j'apprivoise l'implication de William, les images fantasmées qui se glissent entre les lignes, avec tout ce qu'elles induisent en termes de frayeurs, de valeurs meurtries, de croyance en un monde sécurisant où l'autre est – si pas mon semblable – une non-menace.

Pour ce récit, la poésie a été une condition d'expression, car elle m'a permis de mettre en mots le non sens et tout ce qui aurait pu affecter le vivre en société. J'ai pu, grâce à elle, trace objectivable, mettre au travail en supervision⁶ ou en thérapie ce qui était agissant en moi.

J'ai besoin d'écrire. C'est un mécanisme de détachement. Il me protège, de mes frayeurs, d'une peur extrême. Écrire met la chose à distance, cette trace laissée par le crayon, me permet de revenir sur l'énonciation, d'analyser ce qui nous lie, ce qui se joue entre nous. En nous aussi.

À William, j'ai partagé mes écrits. Il les a commentés. Peu à peu, l'espace entre le récit et le réel s'est amenuisé, perdant au fil du temps leur charge émotionnelle. Nous avons osé franchir l'espace qui nous sépare, une table dans un parloir pénitentiaire. Écrire m'a aussi permis d'être à l'écoute de la richesse de son histoire de vie – et plus généralement, de celles d'autrui – et de me positionner en auteure, c'est-à-dire de mobiliser mes capacités créatrices et d'action pour transmettre une existence humaine, tout simplement humaine. ▶

[1] Alava, S.; Seret, I., *Promenade de la mémoire, 14 juillet* (bande dessinée collective), Paris, Des ronds dans l'O, 2020.

[2] Evelyne Josse, psychologue clinicienne, est formatrice en psychotraumatologie et consultante en psychologie humanitaire. Je lui dois mon intérêt et mes connaissances sur le traumatisme vicariant.

[3] Seret, I., *Chez moi vit la violence. Une victimologie à l'écoute des auteurs de violence intrafamiliale*, Paris, La manufacture de livres, 2022.

[4] Kowal, C., Roussel, M., Deroe, E., Gobert, V., *Violences conjugales et famille*, éd. Dunod, 2016.

[5] Seret, I. et William, *William ou le sens de la peine*, éd. Academia, 2024.

[6] A propos des supervisions, lire l'article en pages 22-23 de ce dossier.

Nathalie CAPRIOLI

LA PLUME et le masque

*Dans le webdocumentaire "Le Journal d'Ulysse",
des exilés et exilées en situation précaire se racontent.
Prennent-ils plus facilement la parole parce qu'ils ont d'abord écrit
et publié sur leur épuisement moral et physique, leurs espoirs déçus,
ou encore l'actualité ou un conte du pays... ?
Quoi qu'il en soit, le port du masque obligatoire au moment du tournage
a paradoxalement donné du relief à leurs propos.
Décodage avec Jacques Borzykowski, réalisateur du webdoc.*





Procédure de demande d'asile interminable, attente sans délai défini, statut provisoire, ordre de quitter le territoire, trinôme « sans papiers / sans droits / sans abri »..., les cas de figure de la politique de non accueil dans ce monde perfectible ne manquent pas.

Alors, souvent voire toujours, pour les exilés et exilées, vivre en précarité de séjour, c'est vivre avec la peur au ventre. C'est encaisser des souffrances psychologiques, physiques, sociales. Hailemichael, prétendant recordman pour avoir franchi deux décennies sans papiers, ne cache pas son état dépressif ni ses angoisses devant les incertitudes liées à l'impossibilité de travailler et de s'intégrer. « Je ne sais pas où aller. J'ai besoin de l'aide de l'Etat [belge]. »

En attendant, Hailemichael a trouvé de l'aide chez Ulysse, service de santé mentale actif depuis 21 ans à Ixelles. Là, en plus d'un suivi individuel en consultation thérapeutique, il peut prendre part à des activités collectives. C'est ainsi qu'il s'est impliqué dans le Groupe Journal : un atelier où les participants sont invités à débattre, écrire, transmettre via le semestriel *Papyrus à l'horizon*. Ce Groupe incarne tout le contraire de leur quotidien en manque cruel de relations sociales. Aïssa : « Généralement, je fuis les gens, sauf dans ce groupe. Si c'est une thérapie, pour moi elle a très bien marché. Ça m'a permis de renouer le contact avec les gens, à travers l'écriture. » Dans ce journal tiré à 150 exemplaires, la symbolique est d'autant plus chargée que ses artisans n'ont guère droit au chapitre dans la société. « Lors des procédures à l'Office des étrangers, leur parole a été questionnée, mise en doute. Or, ce qu'ils disent est valable et mérite d'être transmis aux autres », complète Jacqueline Coeckelenbergh, psychologue au Service de Santé Mentale Ulysse et l'une des deux référentes du Groupe Journal.

Ulysse et Jacques

Les témoignages de Hailemichael, Aïssa, Jacqueline sont extraits du webdocumentaire « Le Journal d'Ulysse »,

réalisé par Jacques Borzykowski, dont la spécialité est de fabriquer des films outils pour et avec le secteur associatif, notamment sur les questions de santé mentale. Au cours de sa carrière de 38 ans au Centre Vidéo de Bruxelles (anciennement Vidéobus), Jacques Borzykowski a abordé des thèmes sensibles et intimes qui exigent « de mettre en place un système de relations respectueuses avec le public interviewé », précise-t-il. Retraité en 2017, il n'avait qu'une envie : poursuivre sur la même voie. « J'ai voulu travailler une question sociétale fondamentale, celle des discriminations et leur impact en santé mentale, dans le contexte migratoire. En discutant avec mon équipe et les professionnels d'Ulysse, j'ai compris qu'il fallait l'aborder du point de vue des personnes exilées. Quoi de mieux que de suivre le Groupe Journal qui mène une activité communautaire de restauration de la confiance ! »

Le réalisateur le sait : on n'entre pas de plain-pied dans les zones sensibles des personnes exilées (ou non, d'ailleurs), dont l'histoire au pays d'origine, le trajet migratoire puis l'arrivée difficile en Belgique ont laissé des cicatrices parfois encore à vif. De ce fait, Jacques Borzykowski a tout simplement donné du temps au temps pour approcher le Groupe Journal, multipliant les rencontres. « C'est une forme de politesse de bien se présenter, pour que les personnes sachent avec qui elles parlent, ce qu'elles peuvent me dire et poser leurs limites. C'est aussi une question d'efficacité. Je leur ai raconté longuement mon expérience et notre méthode de travail. Pour ce film, j'ai travaillé avec Jacqueline Coeckelenbergh, psychologue à Ulysse, avec Lys Gehrels, anthropologue, toutes deux animatrices du Groupe Journal, qui, non seulement, ont permis et aidé à tisser une relation de confiance avec les participants, mais ont aussi été garantes de demander leur accord pour recueillir leurs témoignages. Mon équipe se soumet à ce contrôle bienvenu, sans essayer de voler du son ou des images. Je les ai prévenues qu'ils pourraient visualiser chaque montage opéré, en particulier leur portrait individuel, en faire la critique lors d'une discussion au sein du Groupe Journal. Dans ce cadre de sécurité, nous avons aussi proposé et convenu d'un droit

de regard avec les animatrices responsables du Groupe Journal et avec la direction du SSM Ulysse.»

« Faut pas que je tremble »

Mais comment donner la parole quand « ce sont les larmes qui coulent et que la voix ne sort pas », pour reprendre les mots d'une des témoins ?

La réponse du réalisateur : « Donner la parole, c'est aussi donner les conditions d'écoute. Voilà pourquoi je m'entoure de psychologues dont une des qualités est de pouvoir réaliser des interviews en respectant les personnes, dans un dialogue où le rapport de confiance est maximal. De plus, il faut que la parole rapportée soit réelle et sincère. La valeur du travail n'est obtenue que si je suis sûr que le récit n'est pas édulcoré. Pour le savoir, je me repose à nouveau sur les psychologues. »

Objectif atteint car, dans le webdoc, comment douter de la franchise d'Aïssa, lorsqu'elle se livre : « L'écriture doit me permettre de m'ouvrir. Je me suis demandé si, finalement, je ne cherchais pas le regard des autres pour dire : oui, tu es une victime ». Ou quand Souleymane décrit son état d'esprit lors d'un rendez-vous à l'Office des étrangers : « Faut pas que je tremble pour parler. Fallait pas que je me laisse faire ». Pas plus que Solange : « Quand je suis arrivée ici, je ne parlais pas. C'était les larmes... Mais aujourd'hui, je parle. Je n'ai plus peur. » Le film met en évidence la force de l'écriture qui, dans un premier temps, permet d'exprimer sans devoir parler, et devient ensuite un tremplin pour gagner la parole. Avec pour Graal : dire pour être reconnu.

Don et contre-don

« Quand nous essayons de récolter une interview, nous sommes demandeurs. Cette posture implique un retour. Nous ne sommes pas dans une entrevue où nous prenons de l'information ; nous sommes dans un échange où la personne interviewée peut recevoir quelque chose de nous et où elle

Le Journal d'Ulysse

Un webdocumentaire de Jacques Borzykowski, Monique Meyfroet et Noémie Sonveau :

- outil pédagogique pour démonter les préjugés et pour informer en santé mentale dans le contexte de l'exil;

- outil audiovisuel de sensibilisation et de formation à l'usage du secteur associatif et de son public.

Production 2024 : Regards Croisés asbl.

3 versions : 52 minutes / 30 minutes / 8 portraits de 6 minutes.

Disponibles en qualité vimeo : www.regards-croises.be

En partenariat avec SSM Ulysse, le CBAI et La Revue nouvelle.

Une réalisation Regards Croisés ASBL avec le soutien de la COCOF.

Contacts : Noémie Sonveau et Jacques Borzykowski.

doit se sentir bien accueillie. Je veux aussi que la confiance réciproque entre l'équipe et les personnes interviewées se retrouve dans l'image que je donne d'elles. Nous montrons ce que les personnes feraient elles-mêmes si elles maîtrisaient la technique. Leur voix doit être belle ; ainsi, au montage, nous gommons les imperfections pour que la qualité soit optimale dans le rendu de la parole. »

Le paradoxe du masque

La chronologie du projet a ajouté du grain au film. En effet, les premières réunions de préparation qui démarrent peu avant le covid sont suivies d'une parenthèse d'un an. « Nous avons tourné en juillet 2020, à une période où l'on devait respecter la distanciation sociale et porter le masque. » Habité par un projet qui veut donner la parole et la valoriser, le réalisateur se retrouve soudain face à des personnes en recul et masquées. Et pourtant, elles s'expriment. Avec force.

Intuitivement, le réalisateur a senti qu'il devait exploiter les effets de cette période covid. « Les outils de la parole, c'est-à-dire la bouche et la langue, sont complètement cachés. J'en ai tiré parti. J'y vois une métaphore de la difficulté de la parole et de l'écoute. Quand une partie du visage disparaît, ce qui reste à voir, comme les yeux, est d'autant plus expressif que l'on essaye de se faire comprendre. Pour moi, ça marche. Mais j'attends les réactions des spectateurs : est-on tellement gênés par les masques ? Entre-t-on dans les explications ? Les entretiens fonctionnent-ils ? » Même dans de mauvaises conditions, personne n'est sans voix. Le contexte covid a renforcé la démonstration. ▶

PAROLES

crédibles et légitimes

« Au risque de violer les normes de la sociologie dite scientifique et une certaine forme de "neutralité axiologique", nous proposons une analyse de ce que les témoignages [de personnes racisées] nous suggèrent pour combattre le nouveau racisme et l'absurdité daltonienne qui pérennise le privilège blanc ».
Rachid Bathoum donne le ton dès l'avant-propos de l'ouvrage collectif qu'il a dirigé, « Malades du racisme. Souffrances & dignité ».
Echanges croisés avec Rachid Bathoum et Sarah Degée, une des contributrices.

Votre recherche se base sur l'approche «intersectionnelle». Quelle en est votre conception et votre pratique ?

Sarah Degée : L'intersectionnalité est une approche permettant la prise en compte de différents critères de discrimination pour penser le réel dans sa complexité. Par exemple, nous ne considérerons pas uniquement les personnes dites « issues de l'immigration » sous le prisme culturel ou religieux, ce qui nous conduirait à une lecture figée, réductrice et souvent stigmatisante. Pour éviter d'essentialiser les personnes, d'autres critères sont également à prendre en compte, tels que la classe sociale, le handicap s'il y en a, le degré de maîtrise de la langue,...

Dans l'article que j'ai co-signé avec Altay Manço, « Au fond de la classe : discrimination systémique des jeunes issus de l'immigration à l'école belge francophone », nous redisons, comme bien des auteurs avant nous, qu'il peut exister des liens entre le fait que l'élève provienne d'un milieu moins outillé au niveau de la langue et des savoirs valorisés au sein de l'enseignement, et des difficultés éventuelles d'apprentissage.

Le fait de croiser les critères affine davantage la compréhension. Je m'explique : quand je me définis uniquement comme une femme blanche de classe sociale moyenne ayant un parcours universitaire, et que je décris l'autre uniquement comme ayant grandi dans des quartiers populaires bruxellois issus de telle immigration, je me définis forcément comme étrangère à cette personne, ou elle comme étrangère à moi. Appréhender le réel de manière plus complexe nous aide à approcher ce que le psychiatre Jean-Claude Métraux qualifie de similitudes fondamentales. On peut en effet se dire que, malgré des contextes de vie différents, nous partageons quand même des points communs ; la rencontre est alors possible.

Rachid Bathoum : Nous avons recueilli entre autres le témoignage de quatre femmes d'âges différents. Dalila et Mina sont plus jeunes que Fati et Rachida. Les deux jeunes portent le voile – elles sont donc étiquetées musulmanes – et sont issues de la classe ouvrière. Ces éléments ajoutent des souffrances supplémentaires par rapport à Rachida qui ne porte pas le voile par exemple. En revanche, dans



Sous la direction de Rachid Bathoum, *Malades du racisme. Souffrances & dignité*, éd. L'Harmattan, 2023, 247 p.

sa recherche d'emploi, Rachida s'est sentie mise de côté en raison de son genre et de son origine marocaine. Une lecture intersectionnelle fait apparaître ces contrastes.

Vous avez recueilli la parole de 9 témoins, 5 hommes et 4 femmes, la majorité âgée entre 40 et 55 ans. Dans votre recherche, quelle valeur donnez-vous aux témoignages ?

Sarah Degée : Altay Manço et moi avons utilisé les témoignages de manière assez classique, comme on peut le faire en sciences sociales. C'est-à-dire comme des récits riches et empreints de subjectivité, et sur lesquels nous avons basé notre analyse compréhensive.

Rachid Bathoum : Les témoignages ont nourri notre inspiration. Nous avons d'ailleurs beaucoup débattu entre auteurs – surtout entre Daniel Bizeul, Said Bouamama et moi – sur l'utilité de cette approche. A mes yeux, nous avons produit une analyse de cas ancrés dans la réalité. Dans l'avant-propos, j'explique que nous avons laissé de côté l'objectivité ou la neutralité axiologique pour mieux revenir sur la source. Je connais la majorité des témoins ; nous avons vécu des situations difficiles ensemble. Ce qu'ils disent est intéressant et me fragilise à la fois. Parce que les récits des témoins font écho à mes propres souffrances, ma posture ne peut pas être celle des autres co-auteurs.

Le débat entre nous a fait surgir une question majeure : peut-on tirer des conclusions sur le racisme à partir d'un témoignage ? Ma réponse est oui, parce que nous croyons à la parole des gens. Nous prenons le témoignage sans être dupes, d'autant plus que nous utilisons des techniques d'entretien pour relancer et recouper. Notre rôle n'est pas d'enquêter si le témoignage est vrai ou faux, mais de l'analyser. La place de la parole est essentielle parce que cette parole est habituellement remise en question ou invisibilisée. Pour

notre part, nous avons eu envie de l'écouter et de la respecter. Nous ne voulons pas jouer le jeu de l'invisibilisation au nom de la référence à une science construite.

En lien avec votre posture, vous critiquez explicitement une forme de domination de sociologues envers leurs sujets d'étude...

Rachid Bathoum : C'est une posture que j'assume. Nous avons suivi le raisonnement de Gayatri Chakravorty Spivak, théoricienne dans le domaine féministe et postcolonial, qui questionne la place des subalternes. Je considère que les sciences sociales ne leur laissent pas de place. La production intellectuelle est déconnectée et participe à produire des dispositifs d'exclusion. Une génération de chercheurs nous ont par exemple expliqué que l'intégration était un processus qui prenait du temps. Mais cette logique a ses limites quand on voit combien le racisme structurel touche aujourd'hui encore les immigrés marocains arrivés dans les années 1960 et leurs descendants.

D'où ma question : à travers les savoirs construits, n'alimentent-on pas ce racisme ? Quand tout est expliqué par la race, le cadre n'est plus celui du contrat social, mais du contrat racial.

L'humiliation et le racisme fracturent des vies. Il est temps de mettre des choses en place pour aider ces gens. A mon avis, les analyses en sciences sociales ne mettent pas l'accent sur le racisme structurel, elles se cantonnent à interpréter le racisme comme des interactions stéréotypées entre individus. Nous devons inverser l'approche et questionner le privilège blanc face à la justice raciale. En tant que formateur blanc ou dirigeant blanc, quel est mon rôle dans ces mécanismes de racisme ? C'est le Blanc qui doit s'examiner, notamment à travers l'histoire de l'esclavagisme et du colonialisme.



Sarah Degée : On est tous à même de produire des stéréotypes et des préjugés, y compris les personnes minorisées. Par contre, on n'occupe pas tous la même place au sein de la société. Et donc, on n'est pas tous à même de nourrir les discriminations structurelles. Par exemple, un élève peut adresser à un enseignant un propos relevant des stéréotypes et des préjugés. Mais cet élève n'est pas en mesure de le discriminer, vu la position de l'enseignant dans la hiérarchie. Il y a une forme d'accès au pouvoir de la discrimination.

Rachid Bathoum : Se limiter à l'étude des stéréotypes, c'est une manière de fermer les yeux, comme si on voulait se faire croire qu'on est face à du « racisme sans racistes ». Or le racisme structurel dépasse le problème des stéréotypes. Et cette notion de racisme structurel n'est exploitée que depuis une dizaine d'années.

Sarah Degée : Certains chercheurs s'en sont en effet emparé. Je pense notamment au sociologue Fabrice Dhume qui a travaillé sur les discriminations structurelles et institutionnelles au sein de l'école. Quant à François Dubet, également sociologue, dans son livre « Ce qui nous unit. Discriminations, égalité et reconnaissance », il met en évidence une série d'éléments à prendre en compte. Par exemple, il a analysé le fait que les deuxième ou troisième générations se sentent plus discriminées, alors que les premières générations ont objectivement subi plus de discriminations. Ce constat signifie que les deuxième et troisième

générations ont davantage conscientisé l'égalité et la nécessité de lutter contre les discriminations que leurs parents. D'où l'importance de recueillir leur parole en leur accordant non seulement du crédit mais aussi de la légitimité.

Cette parole dit quelque chose de la conscience qu'ils ont d'une certaine justice, du droit à l'éducation et de leurs droits.

Quelles corrélations les témoins tirent-ils entre les effets des discriminations et leur santé mentale ?

Rachid Bathoum : Les 6 articles du livre soulèvent le même point : faire le lien entre la situation de la génération des parents immigrés dans les années 1960 et celle de leurs enfants nés en Belgique – ce qui explique pourquoi la majorité des témoins sont âgés entre 40 à 55 ans.

Interroger les parents aurait été compliqué. D'abord, ils vieillissent. Et puis, ils ne peuvent pas parler de leur réalité dans le sens racial. Ce sont leurs enfants qui nous apprennent que leurs parents sont discriminés. Les enfants acceptent encore moins ce racisme que leurs parents le minimisent. La force de travail au rabais qu'étaient leurs parents leur rappelle deux choses : la souffrance de la première génération et les discriminations. On se rend compte à quel point la souffrance est transgénérationnelle. Elle fait partie de l'héritage familial. Cette transmission charrie aussi des réflexions et questionnements sur l'existence de chacun et de chacune : qu'est-ce que je fais là ; vais-je encore rester ? Comment vais-je me défendre ? Quelles stratégies s'offrent à moi ? Suis-je dans état dépressif ? Et le suicide... ?

Nous avons ainsi écouté comment la souffrance se décline et s'exprime, et quel est son impact, non seulement sur l'individu mais sur la collectivité. En ce sens, nous parlons de conscience collective : ce que je ressens, l'autre le ressent, même s'il ne fait pas partie de ma famille. Appelons cela une communauté de « destin ».

Sarah Degée : Non seulement la société produit des discriminations, mais en plus, l'accès à une prise en charge adéquate et adaptée n'est pas toujours facilité. Par exemple, peu de psychologues et de psychiatres sont formés aux approches intersectionnelle, transculturelle ou encore relevant de l'ethnopsychiatrie. Je pense que nous minimisons trop souvent l'impact des discriminations sur la santé mentale: anxiété, dépression, tentative de suicide...

Quand on est à ce point victimes de discrimination, de racisme, d'islamophobie, de sexisme, etc., nous n'avons pas énormément de choix. On comprend alors aisément le renversement du stigmat. Il s'agit de recouvrer une dignité, une tentative d'expliquer le réel, comme l'affirment différents auteurs, dont Jacinthe Mazzocchetti.

Le message du livre est aussi celui de la dignité¹.

Rachid Bathoum : Il y a un moment pour encaisser, baisser les bras, et un moment pour se reprendre, pour se construire, construire avec les autres et construire les autres. Tous les témoignages ont exprimé cette dignité.

Sarah Degée : Je pense qu'il faut reconnaître quand quelqu'un est victime de discriminations et de racisme. C'est violent. La reconnaissance est essentielle. Il s'agit également de permettre aux gens de ne pas s'enfermer dans des carrières de victimes et de recouvrer une dignité. ▀

Propos recueillis par **N. C.**

[1] Cf Norman Ajary, « La dignité ou la mort. Ethique et politique de la race », éd. La Découverte, 2019. Lire aussi « Une lecture interculturelle de La dignité ou la mort », article d'Alexandre Ansay paru dans Imag n° 356, mars-avril 2021.



Journaliste Jehanne **BERGÉ**

Photojournaliste/
collectif HUMA Johanna **de TESSIÈRES**

FATOUM, chanter les femmes d'où elles s'appellent

*Des montagnes du Rif aux salles de concert bruxelloises,
Fatoum fait résonner l'âme des femmes amazighes.
À travers sa voix et la tradition Izran, l'artiste interroge
la place de celles qui l'ont précédée, de celles qui, ici et là-bas,
ont trop longtemps été invisibilisées.*

Commémorer les 60 ans des accords bilatéraux

L'année 1964 a marqué la signature des accords bilatéraux sur l'emploi de travailleurs marocains en Belgique. Le recrutement de main-d'œuvre durera 10 ans. Poussés à l'exil par le pouvoir central, les Rifains ont formé 80 % des travailleurs marocains ayant émigré en Belgique. L'immigration s'est ensuite poursuivie par le biais du regroupement familial.



juillet 2024, Faulx-les-Tombes. C'est au cœur de la campagne namuroise que la chanteuse jettoise Fatoum s'est installée, le temps d'une résidence de création. Autour d'elle, des carnets, des livres, des instruments. Sur la table : l'ouvrage *Écrire pour guérir*. « Ça me fait du bien la nature. Je retrouve un peu mon environnement d'origine, même si, il faut l'admettre, cela n'a pas grand-chose à voir avec la campagne rifaine. » Un rire pour briser la glace, un regard perçant pour se connecter à son dedans, une grande inspiration pour se donner de la force. Aujourd'hui, Fatoum déroule le fil de son récit. Une parole sincère qui porte avec elle les voix de toute une génération de femmes immigrées et trop longtemps silencieuses.

Au commencement, le déracinement

1977, village de Tafersite, entre Nador et Al Hoceima. C'est sur cette terre rouge aux mille oliviers que Fatoum voit le jour. Pour l'accueillir dans sa venue au monde : sa mère, ses tantes, ses grands-mères. La plupart des hommes du village sont partis en Belgique après la signature des accords bilatéraux de 1964 (lire l'encadré). Son père fait partie de ces travailleurs en quête d'un avenir meilleur : en 1969, il a à peine 17 ans quand il laisse derrière lui celle qui deviendra sa femme et la mère de ses enfants, dont la première sera Fatoum.

La famille se réunit seulement durant les vacances d'été et par cassettes audio préenregistrées¹ le reste de l'année. Pour l'enfant, l'exil des adultes reste loin de sa réalité. Au beau milieu des montagnes rifaines, la petite fille grandit entre les cajoleries, le soin aux animaux, les chants traditionnels entonnés à la première occasion et les contes murmurés à la lueur de la lampe à huile. Une vie tranquille, et ce jusqu'au basculement. « Un jour, un oncle est venu nous chercher. Ma mère, ma sœur et moi sommes montées dans sa petite voiture pour un grand voyage. Ce dont je me souviens le plus nettement, c'est l'angoisse de ma jeune maman face à ce départ vers l'inconnu. »

Fatoum a cinq ans lorsqu'elle arrive en Belgique, dans un appartement situé à quelques pas des abattoirs d'Anderlecht. « C'était le mois de novembre. Il faisait froid. La nuit, je luttai contre le sommeil, je voulais retourner à ma terre rouge, dans les bras des femmes du village. » Derrière cette colère se cache alors surtout la tristesse face aux désillusions de sa mère. « Elle avait tant d'espoirs pour cette Belgique qu'elle avait imaginée, où elle se projetait faire des études. J'ai directement perçu que son rêve d'émancipation se brisait. »

Mode débrouille-toi

Dans ce nouveau monde, plus de place pour la liberté, les câlins ou les chants. Le quotidien est désormais rythmé par les tâches du foyer. Aînée de la fratrie, Fatoum est rapidement « adultifiée » et endosse à la maison le rôle de petite maman.



À l'école, la réalité n'est guère plus rose. L'enfant se heurte à la barrière de la langue et se sent isolée dans la cour de récré. « Mes parents étant exilés, ils ne pouvaient pas m'expliquer le système. Du jour au lendemain, j'ai été lâchée en mode "débrouille-toi". Face à l'altérité, pour ne pas me faire remarquer, j'ai adopté une posture de petite fille très sage, qui travaille très bien. » Faute de se sentir comprise, petit à petit, entre elle et les autres, elle trace une bulle de protection. Les livres qu'elle dévore à la bibliothèque deviennent son refuge.

Fille de la terre

La famille s'agrandit et déménage à Molenbeek. Fatoum est adolescente lorsque son petit frère tombe gravement malade. Dans les couloirs de l'hôpital, elle rencontre un clinician musicien. « La musique qui apportait tant de soin et de joie à mon petit frère, ça m'a bouleversée. J'ai approché cet artiste en lui demandant où je pouvais moi aussi apprendre la guitare. » Malgré les *aprioris* autour des femmes musiciennes dans la tradition maghrébo-musulmane, elle commence à suivre des cours. « Ça me permettait de libérer mes émotions.

Mais je ne voulais pas être perçue comme la "pauvre petite Maghrébine qui se met à la guitare". Face aux adultes, j'adoptais mon masque de caméléon pour me fondre d'un monde à l'autre: celui des Belges, celui de ma communauté. Un jour j'ai dit à une amie "je ne sais plus où je m'appelle": un lapsus plus que révélateur. »

À l'aube de ses 18 ans, Fatoum quitte sa famille et sa destinée toute tracée. Cette rupture momentanée, douloureuse, mais nécessaire, lui permet de rêver à un avenir artistique. Elle se tourne vers la scène pour transcender le poids qui l'habite. Les jams bruxelloises deviennent son espace d'expression. Inspirée par Khalid Izri², elle chante en tamazight, la langue des montagnes du Rif. C'est sur scène, enfin, qu'elle trouve la place juste pour éclore et se déployer en célébrant les différentes facettes de son identité.

En 2004, alors que sa carrière décolle, Fatoum est invitée à participer à un grand concert donné à l'occasion des 40 ans de l'immigration marocaine. La pression est maximale. Elle monte sur scène chargée de la mémoire des femmes amazighes et chante toute leur puissance. Une dernière

note, le silence et puis les cris de la foule : «Tanemirt a yedjis n tamurt », « Merci, fille de la terre. » « Cette réaction m'a immensément touchée. Je me suis sentie reconnue dans ma plus grande profondeur. »

Réduites au silence

Jusqu'à l'envol de Fatoum, à l'exception de la grande Milouda³, la scène musicale amazighe en Europe et même au Maroc était un espace essentiellement masculin. Cette sous-représentation est à l'image de la place des femmes issues de l'immigration. Malgré le travail de mémoire et de reconnaissance de l'apport des travailleurs étrangers dans la construction de la Belgique, le récit des femmes rifaines reste jusqu'ici un angle mort. Elles ont été doublement invisibilisées, du fait d'être femmes et d'être immigrées. « C'est assez récent

l'intérêt qu'on porte aux personnes originaires du Rif. Avant, la majorité de la société belge nous percevait comme des Arabes, pas des Berbères, alors que notre langue et notre culture diffèrent complètement. » Sans espace culturel dédié, de nombreuses femmes de la première génération sont longtemps restées dans le silence. « C'est le cas de ma mère par exemple. Si on ne leur donne pas la parole maintenant, ces femmes vont mourir avec leurs silences. »

Pour briser les non-dits, Fatoum s'est donné pour mission de révéler à travers sa pratique artistique l'histoire et les voix des femmes qui l'ont précédée. Pour ce faire, l'artiste s'est particulièrement intéressée à la tradition Izran⁴, des poèmes chantés. « Petite, j'entendais les femmes chanter lors des mariages ou en travaillant dans les champs. Leur intensité vocale représentait pour moi une forme de transcendance. Ces chants étaient subversifs : elles y exprimaient leurs





élans politiques, leurs émotions ou même leur désir. On est loin du stéréotype de la femme soumise, silencieuse dans sa cuisine!»

Les voix de liberté

En redécouvrant cette tradition, Fatoum a pris conscience de tout ce qu'elle révèle de l'histoire de sa communauté, notamment celles des reines amazighes, comme la Kahina-Dihya⁵. « Comment sommes-nous passées de reines à esclaves dans nos propres foyers ? » Habitée par cette question, depuis plusieurs années, dans une démarche féministe, Fatoum donne des ateliers pour transmettre la tradition Izran tout en recueillant la parole des femmes et en interrogeant des experts et des expertes. « Jusqu'aux années 1980, les femmes qui chantaient Izran dans le Rif étaient admirées. Mais avec la montée du conservatisme religieux, ces chanteuses ont été progressivement jugées comme des femmes de mœurs légères. » Sans transmission, la tradition Izran s'est vue délaissée. « Ici, paradoxalement, c'est la peur du communautarisme qui a engendré le repli religieux. Jusque dans les années 2000, notre culture n'a pas été assez valorisée. Et si on ne prend pas soin de la mémoire, elle finit par s'effriter, et c'est ce qu'il s'est passé avec Izran. »

Mais Fatoum ne perd pas espoir et se réjouit de la réappropriation des traditions rifaines par de jeunes artistes féminines en Belgique comme au Maroc. La main posée sur l'ouvrage *Écrire pour guérir*, elle souffle : « Elles, elles n'acceptent plus de se voir imposer le silence. Si je peux contribuer, ne serait-ce qu'un peu, à cette transmission entre hier et demain, alors je partirai en paix. » ▶

[1] Avant l'avènement des téléphones portables et des messageries instantanées, les cassettes audio constituaient le moyen de communication transfrontalier le plus aisé.

[2] Chanteur rifain engagé exilé en Europe.

[3] Chanteuse rifaine exilée en Europe.

[4] « Sous les izran, l'héritage », Fatiha Saidi, 2023.

[5] Reine guerrière berbère qui a combattu les Omeyyades, lors de la conquête musulmane du Maghreb au VII^e siècle.

Izran, la suite bientôt

Ce portrait compose le premier épisode d'une série soutenue par le Fonds pour le journalisme. Le prochain récit, consacré à la tradition et l'héritage Izran du Rif à Bruxelles, sera à découvrir dans un futur Imag.



Texte : Mathilde Cognioli
Dessin : Mame Scordia

DE 0 À 100 ANS (ET PLUS)

PLUS DE 100 ANS DISTINGUENT SANS SÉPARER ELIAKIM, NOUVEAU-NÉ, DE MARIE-LOUISE, QUI VIT LE JOUR EN 1920. FEUILLETER LE LIVRE DE PHOTOS « UNE CITÉ EN-VISAGÉE. PORTRAITS DE 0 À 100 ANS », C'EST VAGABONDER SUR DES LIGNES DE VIE. IL Y A ERWIN LA FORCE TRANQUILLE, JINANE SUR QUI LA LUMIÈRE ROSE TOMBE SI BIEN, SOULAÏMAN UN BRIN TIMIDE, ANAÏS QUI DÉCHIRE, DJAHA AU SOURIRE IRRÉSISTIBLE, LAURE EN CARIATIDE POST-MODERNE... ON AIMERAIT LES CITER TOUTES ET TOUS, TANT LEURS PORTRAITS SONT INSPIRANTS.

UN FIL INVISIBLE RELIE CES JEUNES ET ÂNÉS, FEMMES ET HOMMES : C'EST AU LOGIS-FLORÉAL DE WATERMAEL-BOITSFORT QU'ILS VIVENT. LA COOPÉRATIVE DE LOCATAIRES (SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE SERVICE PUBLIC OU SISP) FUT FONDÉE EN 1922 SUR LE MODÈLE DES CITÉS JARDINS, EN RÉPONSE À UNE CRISE DU LOGEMENT. AUJOURD'HUI, ELLE LOUE 1.732 MAISONS ET APPARTEMENTS SOCIAUX SUR UN SITE DE 80 HECTARES. CLASSÉS DEPUIS QUELQUE 20 ANS, LES COTTAGES À TAILLE HUMAINE SE RECONNAISSENT ENTRE MILLE. LEURS CHÂSSIS EN BOIS JAUNE OU VERT, LEURS RUES ET VENELLES AUX NOMS D'OISEAUX BORDÉES DE CERISIERS JAPONAIS ONT FORGÉ LA RENOMMÉE DE CE VILLAGE EN VILLE, OÙ RIEN NE SEMBLE AVOIR CHANGÉ EN 100 ANS...

POURTANT, EN UN SIÈCLE, LA POPULATION BÉNÉFICIAIRE DU « LOGIS DES HUMBLES » A BIEN CHANGÉ. ELLE S'EST DIVERSIFIÉE. CELA DIT, DIVERSITÉ NE SIGNIFIE PAS D'ÉMBLÉE MIXITÉ. LA CÉLÉBRATION DU CENTENAIRE A ÉTÉ L'OCCASION DE QUESTIONNER ET DE MESURER LES DYNAMIQUES SOCIALES AU SEIN DE LA CITÉ JARDIN. COMMENT ONT ÉVOLUÉ LES VALEURS COOPÉRATIVES, TELLES QUE L'ENTRAÏDE ET LA PARTICIPATION CITOYENNE ? POUR LES HABITANTS ET HABITANTES, QUE SIGNIFIE « L'ESPRIT COOPÉRATIF » ? COMMENT DEVIENT-ON ACTEUR ET ACTRICE DANS SON QUARTIER ; COMMENT LE RESTE-T-ON ?

LE SERVICE SOCIAL COLLECTIF A PÉTRI CES QUESTIONS EN MOBILISANT DES HABITANTS AUTOUR D'ACTIVITÉS, PARMI LESQUELLES « PORTRAITS DE 0 À 100 ANS », UN PROJET PHOTOGRAPHIQUE POLYMORPHE RYTHMÉ PAR DES ATELIERS, UNE EXPOSITION ET UN LIVRE. DES HABITANTS IMPLIQUÉS EN RACONTENT LES COULISSES.



LE LOGIS-FLORÉAL A UN CÔTÉ CONVIVAL
QUE RENFORCENT LES PETITS PROJETS COLLECTIFS
COMME LA CUISINE DE QUARTIER OU LE GROUPE
D'ENTRAIDE POUR PARENTS SOLOS.



Généraline

JE SUIS COORDINATRICE DU SERVICE SOCIAL
COLLECTIF. JE FAIS DE LA COHÉSION SOCIALE. JE
CHERCHE DES SOLUTIONS À DES PROBLÈMES COLLECTIFS.

LE PROJET PHOTO POUR LES 100 ANS DU LOGIS-FLORÉAL
A DURÉ 3 ANS. ON N'IMAGINAIT PAS QUE ÇA PRENDRAIT
UNE TELLE AMPLÉUR.



JE ME SUIS IMPLIQUÉE COMME BÉNÉVOLE. C'EST UN BEAU
RETOUR À LA CITÉ OÙ JE VIS.

FATHIA ET AMINATA, DEUX LOCATAIRES
AVEC 2 ET 4 ENFANTS:



AVEC MES ENFANTS,
ON A JOUÉ AUX TOP MODELS.

ON A FAIT LES BELLES AUX
SÉANCES DE PORTRAITS!

JULIEN, PHOTOGRAPHE, HABITANT
DU LOGIS-FLORÉAL.



C'EST LA
DYNAMIQUE
PARTICIPATIVE QUI
M'A INTÉRESSÉ
EN TANT
QU'HABITANT
ET QUE
PHOTOGRAPHE.

TOUT A COMMENCÉ EN 2020 PAR UN
MARATHON. EN PLEIN COVID, ON
NE POUVAIT PAS SE RÉUNIR.



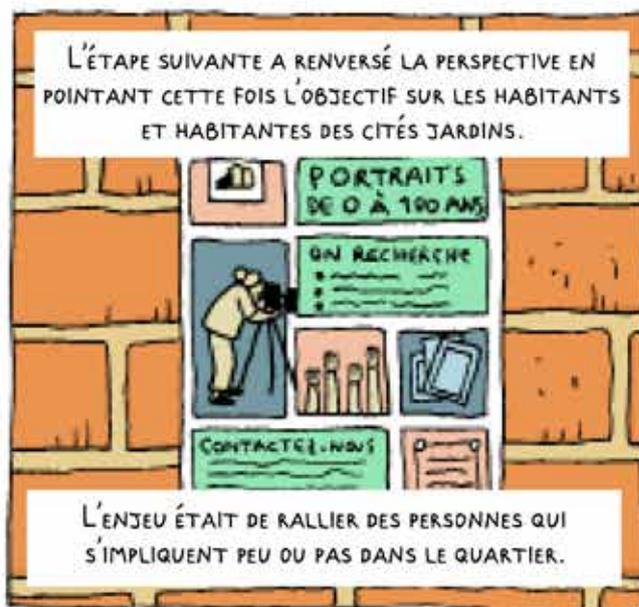
ON A FORMÉ DES
PETITS GROUPES
ET ON A ORGANISÉ
DES ATELIERS
PHOTOS.

L'IDÉE ÉTAIT DE METTRE EN
AVANT LE PATRIMOINE HUMAIN
ET ARCHITECTURAL DES CITÉS
JARDINS.





LA MATIÈRE PHOTOGRAPHIQUE AINSI ACCUMULÉE A PERMIS DE PRÉPARER UNE EXPOSITION DÉVOILANT LE REGARD DES HABITANTS SUR LEUR LIEU DE VIE.



L'ÉTAPE SUIVANTE A RENVERSÉ LA PERSPECTIVE EN POINTANT CETTE FOIS L'OBJECTIF SUR LES HABITANTS ET HABITANTES DES CITÉS JARDINS.

L'ENJEU ÉTAIT DE RALLIER DES PERSONNES QUI S'IMPLIQUENT PEU OU PAS DANS LE QUARTIER.



LES GENS CONNAISSAIENT LE SENS DU PROJET: DERRIÈRE CHAQUE PORTRAIT, C'EST L'HISTOIRE DU QUARTIER ET DE SA DIVERSITÉ.

FATHIA



TOUT DEVAIT SE PASSER DANS DES MAISONS VIDES, INOCCUPÉES LE TEMPS DE REMISE AUX NORMES ENTRE DEUX LOCATIONS.



OLIVIA, JULIEN ET GÉRALDINE ONT DÉCOUVERT CE QUI AVAIT ÉTÉ DES FOYERS AVEC LEUR HISTOIRE.

LES TRACES LAISSÉES PAR LES CADRES, LES COUCHES DE PAPIER PEINT...



DANS LES MAISONS VIDES, LES PHOTOGRAPHES ONT TIRÉS PARTI DE TOUS LES RECOINS.

ESCALIERS, GRENIER, SALLE DE BAIN, CUISINE... À CHAQUE MODÈLE SA PLACE.



LE PROJET COLLECTIF A MIS EN VALEUR LA PERSONNE AU SINGULIER.

C'EST ALORS L'ADDITION DE LA CENTAINE DE PORTRAITS QUI REFLÈTE LA DIVERSITÉ DU QUARTIER.

Le Ket de Bruxelles

Scénographe et dramaturge : « Fritland » (2023, éd. Les Oiseaux de nuit),
« Don Quichotte de Helmet » (à paraître aux éd. Les Oiseaux de nuit).

Zenel LACI

Je suis
Un Ket de Bruxelles
Né haut en couleur
Comme le sourire de ma mère
Un arc-en-ciel venu d'ailleurs

Je suis
Un Ket de Bruxelles
Cheveux papillons
Beau comme une crolle
Rebelle

Je suis
Un Ket de Bruxelles
Une chose, un brol
Qui fout le bordel

Je suis
Un Ket de Bruxelles
Une Klette, du vlek
Qui fait son dikkenek

Je suis
Un Ket de Bruxelles
Qu'on montre du doigt
Pour un je ne sais quoi

Je suis
Un Ket de Bruxelles
Un zinneke
Sans langue de bois
Qui boit sa pinte
Dans un broebbeleur des Marolles

Je suis
Un Ket de Bruxelles
Qui dit oui à n'importe qui
Pourvu que l'avenir lui sourit

Je suis
Un Ket de Bruxelles
Qui marche la rage au ventre
Poings serrés
Regard tourné vers la Méditerranée

Je suis
Un Ket de Bruxelles
Qui rêve d'un monde
Où les flics embrassent les renégats

Je suis
Un Ket de Bruxelles
Qui chante comme Arno :
« Je veux vivre dans un monde sans
papiers
Où les malheureux sont heureux
Et où les cons font pas de bruit »

Je suis
Un Ket de Bruxelles
Ni Flamand ni Wallon
D'ici
Un Belge quoi

Je suis
Un Ket de Bruxelles
Qui fascine les vieilles dames
Avec mes yeux de loup

Je suis un
Un Ket de Bruxelles
Qui marche seul
Dans les rues
Et l'impasse des paradis artificiels

Je suis
Un Ket de Bruxelles
Slameur
Skateur
Danseur
Rappeur
Qui crache ses mots, ses maux
Au pied de son crush

Je suis
Un Ket de Bruxelles
Qui vit à 100 à l'heure
Mon quartier c'est New-York
En plus grand
Je tague ma vie
Les murs sont les toiles
De ma biographie

Je suis
Un Ket de Bruxelles
Qui zwanze et caracole
En babelant dans toutes les langues

Je suis
Un Ket de Bruxelles
Un As de Pique
Qui perce le cœur

Je suis
Le Ket de Bruxelles
Noir ébène
Amoureux de sa ville
Et qui la met à genoux
Pour lui passer la bague au doigt

Je suis
Un Ket de Bruxelles ▶

The Ket de Bruxelles



ARTS & PAUX TRAVANT

BLAON

ARTS

NÔ

@no.street.art

JRS

Éditeur responsable : Alexandre Ansay

Responsable de rédaction : Nathalie Caprioli

Ont contribué à ce numéro : Noura Amer, Olivier Balzat, Rachid Bathoum, Raphaële Benisty, Jehanne Bergé, Jacques Borzykowski, Massimo Bortolini, Chiara Caprioli, Sarah Degée, Judith Hassoun, Audrey Heine, Christine Kulakowski, Zenel Laci, Valeria Lucera, Ikram Maâfi, Manu Scordia, Isabelle Seret, Patrick Six, Johanna de Tessières, Géraldine Thomas, Alain Willaert.

Photo de couverture : © Massimo Bortolini.

Comité éditorial : Ali Aouattah, Loubna Ben Yaacoub, François Braem, Laura Calabrese, Vincent de Coorebyter, Kolë Gjelošhaj, Kenan Görgün, Billy Kalonji, Younous Lamghari, Altay Manço, Marco Martiniello, Anne Morelli, Nouria Ouali, Andrea Rea.

Création graphique : Paul d'Artet

Mise en page : Pina Manzella

Impression : IPM

Les textes n'engagent que leurs auteurs. Les titres, intertitres et brefs résumés introductifs sont le plus souvent rédigés par la rédaction.



Avec l'aide de la Commission communautaire française, du Service d'éducation permanente, de la Fédération Wallonie-Bruxelles et d'Actiris.



imag est le bimestriel édité par
le **CBAI asbl** - Av. de Stalingrad, 24
1000 Bruxelles
tél. 02/289 70 50
imag@cbai.be - www.cbai.be



ABONNEZ-VOUS ! PRIX LIBRE

Payez en fonction de vos moyens
et soutenez le travail de l'équipe de rédaction.
Par numéro ou par an (5 n°)

Disponible en format papier et numérique.

Versez votre participation sur le compte

IBAN BE34 00107305 2190

Prix indicatif : 5 euros/numéro

En n'oubliant pas de préciser
vos **nom et adresse** en communication ainsi
que la mention **format papier ou numérique**.